

Le syndicalisme agricole :
Histoire, rôle, représentativité et avenir du syndicalisme agricole en France
SFER/IEP Bordeaux, 26 et 27 avril 2007

**Les céréaliers dans le syndicalisme agricole en France :
Pour une histoire longue des mécanismes de l'influence**

Denis Pesche (CIRAD – ARENA) denis.pesche@cirad.fr

Sommaire

CADRE GÉNÉRAL DE L'ANALYSE	3
I. ENTRE DEUX GUERRES : GENÈSE DE L'AGPB ET FONDEMENTS DU CORPORATISME ÉCONOMIQUE	6
L'ENGAGEMENT DANS L'ACTION ÉCONOMIQUE	8
L'ENGAGEMENT DANS L'ACTION TECHNIQUE	9
QUELQUES DIMENSIONS DES RELATIONS ENTRE L'AGPB ET LES AUTRES ORGANISATIONS AGRICOLES	10
II. 1945 – 1975 : L'AGPB DANS LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE.....	12
LES COMPOSANTES DE L'INFLUENCE DE L'AGPB	13
LA CONSTITUTION D'UNE ASSISE FINANCIÈRE SOLIDE	14
LES BASES DE LA « VOCATION » EXPORTATRICE DE LA FRANCE EN CÉRÉALES	14
UNE ACTION TECHNIQUE À LARGE ÉCHELLE	15
UN NOUVEL ÉLAN DANS L'EXPANSION CÉRÉALIÈRE : LA BASCULE EUROPÉENNE DES ANNÉES 60	17
L'AGPB AU SEIN DE LA FNSEA.....	19
III. 1975 – 1995 : VERS UNE FRAGMENTATION DE LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS AGRICOLES ?.....	21
DES TENSIONS AU SEIN DU SYNDICALISME MAJORITAIRE	21
DES STRATÉGIES SYNDICALES SPÉCIFIQUES DES CÉRÉALIERES	23
SE COMPTER POUR COMPTER.....	25
RECOMPOSITIONS AUTOUR DES GRANDES CULTURES	27
CONCLUSION.....	30
BIBLIOGRAPHIE.....	32

Il est courant d'évoquer l'idée d'une crise de la représentation, en particulier dans le milieu agricole. Même si le syndicalisme majoritaire (FNESA/CNJA) parvient à maintenir le contrôle qu'il exerce sur les institutions agricoles, les deux dernières décennies, avec les réformes successives de la PAC et les négociations internationales, on donne l'occasion aux grands médias de redécouvrir que la FNSEA n'est pas la seule instance représentative de la France agricole. D'autres acteurs professionnels réapparaissent sur le devant de la scène, telles les associations spécialisées, organisations représentant les intérêts de producteurs d'un même produit (céréales, porcs, etc.). Partie intégrante de la FNSEA, ces associations spécialisées assurent depuis plusieurs décennies la défense d'intérêts plus spécifiquement liés à une production donnée. Elles appartiennent au plus large ensemble que constitue l'espace des Organisations professionnelles agricoles (OPA)¹.

A travers l'analyse de l'une d'entre-elles, l'Association générale des producteurs de blés et autres céréales (AGPB), cette communication se veut une contribution à une connaissance plus approfondie de la genèse et de la mise en forme des modes d'expression des intérêts des agriculteurs en France. De par son histoire et son poids, passé comme actuel, dans le système de représentation des agriculteurs, l'AGPB est un acteur incontournable du syndicalisme agricole. La plupart des recherches sur le syndicalisme agricole évoquent son rôle et soulignent son influence, sans toutefois entrer dans une analyse détaillée de cette association spécialisée².

Cette communication pose la question centrale des mécanismes de l'influence de cette organisation, l'AGPB, sur le syndicalisme agricole, et plus largement, dans le champ des organisations professionnelles agricoles françaises (OPA) : comment une organisation, finalement si peu représentative de l'ensemble des agriculteurs français, a-t-elle pu installer durablement son influence sur le syndicalisme agricole général et, partant, sur l'ensemble des organisations agricoles ? Nous montrerons que cette influence s'est construite principalement sur deux piliers, l'engagement dans l'action économique et dans l'action technique, que l'on pourrait résumer dans l'idée d'un modèle de l'entrepreneur agricole. Il s'agira de montrer que l'AGPB a joué un rôle clé pour forger ce modèle de l'entrepreneur agricole qui semble avoir largement façonné la construction et le développement du syndicalisme agricole moderne depuis les années 1960.

¹ Par espace des OPA, nous entendons l'ensemble des organisations agricoles rassemblées dans les grandes familles que sont le syndicalisme, la coopération, le crédit, le mutualisme et les Chambres d'agriculture. Nous incluons dans cet espace l'ensemble des organismes à caractère technique, tels que les Centres de gestion, Instituts techniques, etc. Toutes ces organisations ont pour caractéristique commune d'être gérées par les agriculteurs.

² Les travaux spécifiques sur l'AGPB sont peu nombreux. Le premier ouvrage, celui de B. FERNAGUT, *Le redressement agricole par l'association professionnelle : l'exemple des producteurs de blé*, Pédone, 1932 ; aborde la genèse de l'AGPB. L'étude d'H. ROUSSILLON, *L'association générale des producteurs de blé*, Presses de la FNSEA, 1970 ; analyse cette organisation d'un point de vue essentiellement institutionnel et juridique. Le travail de M. MARLOIE, *La politique de l'AGPB*, (document de travail), INRA, 1974, propose une analyse de la politique de l'AGPB à partir de sources exclusivement écrites. Le mémoire de P. BOMEL, *Organisation et politique d'une puissance économique : l'AGPB*, Nice, thèse complémentaire de Sciences économiques, 1976, complète, sans apports significatifs, l'analyse de M. MARLOIE. Enfin, l'ouvrage de J. MARQUET, *Les céréaliers français et l'Europe : l'histoire d'une ambition*, Economica, 1991 ; aborde l'histoire des producteurs de céréales sous l'angle principal de leur rapport à l'Europe.

S'appuyant sur un travail de thèse plus général¹, l'optique de cette communication consiste à analyser, dans une perspective sociologique et historique, la genèse et le développement de l'AGPB à la fois en tant qu'organisation mais aussi comme acteur spécifique et influent du syndicalisme agricole général.

Cadre général de l'analyse

A plusieurs reprises dans l'histoire du syndicalisme agricole, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles ont connu des moments de tensions, accompagnés d'une résurgence des intérêts sectoriels spécifiques au sein du monde agricole et d'une contestation syndicale². L'histoire du syndicalisme agricole peut ainsi être lue au fil des équilibres et des conflits entre des modes d'expression d'intérêts spécifiques, à la fois ancrés dans les réalités territoriales, mais aussi dans des logiques sectorielles de plus en plus présentes dans les modes de régulation de l'agriculture. Acteurs essentiels du développement et de la mise en œuvre de ces logiques sectorielles, les associations spécialisées constituent un objet d'étude privilégié permettant de mieux comprendre les mutations du syndicalisme agricole depuis un demi-siècle. Ainsi, la dimension historique paraît indispensable pour prendre en compte le fait que le syndicalisme agricole et les équilibres qui le sous-tendent sont des produits sociaux, résultant de rapports de forces et de compromis qui se sont succédés au cours de l'histoire. Il paraît important de dépasser les analyses centrées sur le temps court, qui privilégient trop souvent l'étude des luttes d'appareils et des prises de position des dirigeants. Trois périodes principales paraissent déterminantes dans les évolutions de l'agriculture et du syndicalisme agricole : la crise des années 1930, avec les premières interventions significatives de l'Etat, les années 1950-1975, emblématiques de l'expansion agricole française, et les années 1980-1990, plutôt associées aux incertitudes et aux remises en cause des politiques agricoles. Ces trois périodes constituent les trois temps de la communication, dans un exposé d'abord chronologique, mais qui s'efforcera, à travers les évolutions dans le temps, de saisir les permanences et les facteurs, aux modalités renouvelées, qui fondent l'influence durable des céréaliers sur les « affaires agricoles » en France.

Sur le plan sociologique, ce travail considère l'AGPB comme un groupe d'intérêt dont il s'agira de comprendre la genèse, le développement, la logique de fonctionnement et les modes d'action. Cette approche se centrera sur les groupes particuliers – agriculteurs, céréaliers, etc. – et tentera d'abord d'en analyser la mise en forme progressive de la représentation, puis l'action que ces formes de représentation peuvent avoir sur la structuration des agriculteurs. Le positionnement de cette communication est alors de considérer les groupes comme des construits sociaux : à la vision naturaliste et substantialiste, qui verrait dans les groupes des ensembles relativement stable constitué d'unités partageant des caractéristiques communes, on préférera la vision constructiviste qui privilégie l'analyse du travail récurrent de formation des groupes, rarement stabilisé, et qui,

¹ PESCHE D., 2000, *Le syndicalisme agricole spécialisé en France : entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliance*, L'harmattan, coll. Logiques politiques.

² Concernant les crises des années 1930 et de 1953, lire P. BARRAL, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Presses de la FNSP, 1968 ; P. COULOMB, H. NALLET et C. SERVOLIN, *Recherches sur l'élaboration de la politique agricole*, INRA, 1977 ; J. FAUVET et H. MENDRAS (dir.), *Les paysans et la politique*, Armand Colin, 1958. Pour la crise des années 1969-1973, lire P. COULOMB, H. NALLET et C. SERVOLIN, *op. cit.*, et Y. TAVERNIER et al., *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Presses de la FNSP, 1972.

dans le cas des agriculteurs, mobilise souvent l'apparent paradoxe de l'unité et de la diversité¹.

En se centrant sur le groupe d'intérêt en tant que tel, cette approche suppose de se poser la question de la nature et de la formation de ce groupe. Quelles en sont les caractéristiques ? Lorsque l'on parle de l'AGPB, de qui parle-t-on ? Le terme "céréaliier" recouvre-t-il une réalité sociale ? Le tracé des limites du groupe constitue un enjeu important des luttes sociales, y compris dans le milieu agricole. Si l'approche des associations spécialisées en tant que groupes d'intérêts est pertinente, elle suppose alors d'abandonner l'idée initiale de groupe homogène, ayant des intérêts précis, pour se concentrer sur le processus de formation du groupe.

En prenant comme objet le groupe des cadres, Luc Boltanski nous invite à « renoncer à donner une définition préalable du groupe et prendre pour objet la conjoncture historique dans laquelle les cadres se sont formés en groupe explicite, doté d'un nom, d'organisations, de porte-parole, de systèmes de représentation et de valeurs. Au lieu de chercher à déterminer les "critères" au moyen desquels le groupe "doit" être défini et les "frontières" qu'il "faut" lui donner pour obtenir un objet palpable et bien délimité, on peut alors tenter de rendre compte de la forme prise par le groupe en interrogeant le *travail de regroupement*, d'inclusion et d'exclusion, dont il est le produit, et en analysant le *travail social de définition et de délimitation* qui a accompagné la formation du groupe et qui a contribué, en l'objectivant, à la faire être sur le mode du cela-va-de-soi »². La genèse et le développement des groupes s'accompagnent de mécanismes d'inclusion et d'exclusion – eux/nous – par lesquels le groupe définit ses caractéristiques propres, ses aspirations, mais aussi ce qu'il n'est pas ou ne veut pas être³. Cette construction reste dans tous les cas un processus historique lent. L'analyse des divisions et des visions sociales au sein du groupe permet d'éviter de « se laisser prendre par les effets du travail de *naturalisation* que tout groupe tend à produire en vue de se légitimer, de se justifier pleinement d'exister »⁴.

Cette question délicate de la réalité sociale du groupe concerné, les céréaliiers en l'occurrence, impose donc une analyse dynamique et historique du groupe : « Si le groupe d'intérêt est produit par les intérêts d'une collectivité, n'est il pas aussi – voire parfois d'abord – producteur, metteur en forme de ces intérêts et de cette collectivité ? »⁵. Les relations entre le groupe revendiqué par les dirigeants et le travail de l'organisation qui assure sa représentation ont le mérite d'attirer notre attention sur ce processus de formation du groupe et de structuration du milieu opéré par les dirigeants à travers les organisations qu'ils animent. Evoquant trop une organisation structurée à partir du niveau local, la notion de base sociale semble moins pertinente que celle de "groupe de référence". Par groupe de référence, on entend le groupe sur lequel les dirigeants syndicaux s'appuient dans leurs discours pour caractériser ceux dont ils assurent et/ou disent assurer la défense. La plupart

¹ Cette position s'inspire en grande partie des travaux de Luc Boltanski sur les cadres qui a analysé comment « l'existence des représentations dominantes, dont une des fonctions est de renforcer la cohésion du groupe en fournissant aux agents des points saillants par référence auxquels ils puissent s'orienter (...) semble ainsi perpétuellement menacée (...) ». Il s'agissait de « comprendre comment le groupe reproduit ses différences internes tout en conservant une forme d'unité (...) » et pour cela décortiquer les mécanismes de « la cohésion par le flou ou (...) chacun peut se sentir ainsi à la fois en concurrence avec tous et, sous d'autres rapports, se percevoir comme incommensurable » : Boltanski L, 1982, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris: Les éditions de Minuit, pp. 463 à 489.

² L. BOLTANSKI, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Ed. de Minuit, 1982, p.51.

³ P. ROSANVALLON, *La question syndicale*, Calmann-Lévy (Hachette Pluriel), 1988, p.151.

⁴ P. BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », in *Actes de la recherche en sciences sociales* n°52/53 de juin 1984, p.11.

⁵ M. OFFERLE, *op. cit.*, p.44.

du temps esquissé plus que défini précisément, le groupe de référence reste un “construit social” des dirigeants et militants agricoles, dont les frontières fluctuantes et imprécises constituent un artifice rhétorique de première importance dans le travail de représentation.

A ce processus de formation et de délimitation du groupe s'adjoint souvent un effort de légitimation, visant à « entretenir la double croyance en l'existence et en l'importance de l'intérêt et du groupe représenté et de la bonne représentation qu'elle en fournit »¹. Cette légitimation prendra des formes très diverses selon l'époque et l'organisation, mais elle est la plupart du temps rattachée à la volonté de « grandir le groupe » : « Tout entrepreneur en représentation cherche l'élargissement de sa cause en affirmant – et en tentant de faire reconnaître – la force du nombre, l'importance centrale de l'intérêt, l'universalité et la justesse d'une idée éthiquement irréprochable »². Ce travail de légitimation “externe” vise à rendre populaire l'action syndicale auprès du reste de la société et constitue un élément important du travail de pression.

Une autre forme de légitimation, orientée vers les agriculteurs, est la légitimation “interne”. Ce travail de l'AGPB auprès des producteurs de céréales a pour but de renforcer le sentiment d'appartenance au groupe, de construire et de consolider sa raison d'être tout en soulignant le bien-fondé des actions entreprises. Plus largement, il a pour but d'asseoir, de défendre ou de développer la position du groupe dans sa compétition avec d'autres groupes : « Les processus d'auto-légitimation discursifs sont infinis, nécessaires mais non suffisants. Ils peuvent entrer en phase ou en concurrence avec des entreprises parallèles ou contradictoires émanant d'agents ou d'institutions qui, dans le champ de la représentation ou dans d'autres champs sociaux, ont pour objectif premier ou dérivé de dire et de faire le monde social »³. Cette analyse du travail permanent de légitimation/délégation permet d'approcher l'illusion entretenue par ces organisations professionnelles qui s'instituent représentantes des intérêts de la totalité des producteurs d'un secteur donné.

Dans le cas de l'AGPB, une analyse de sa genèse de son développement va permettre de mettre à jour les différentes facettes de ce travail de représentation et de légitimation qui s'organise principalement autour de deux pivots : l'action économique et l'action technique. Dans périodisation considérée (les années 1930, les années 1950-70 et les années 1980-90), la communication cherchera à cerner les articulations entre l'AGPB et les autres organisations agricoles en partie à travers la médiation de dispositifs concrets résultant de compromis et engageant des aspects financiers mais aussi à travers le travail d'expertise sur les questions agricoles.

¹ M. OFFERLE, *op. cit.*, p. 70.

² *Ibid.*, p. 72.

³ *Ibid.*, p. 71.

I. Entre deux guerres : genèse de l'AGPB et fondements du corporatisme économique

Au lendemain de la première guerre mondiale, les pouvoirs publics et des dirigeants agricoles impulsent une réflexion sur l'avenir de la production de blé qui associe les acteurs de ce secteur : meunerie, boulangerie, producteurs. Il en ressort un *Comité central du blé et du pain*, regroupant ces différentes professions. Peu après, une première organisation des producteurs de blé voit le jour : l'*Association des producteurs de blé des régions Nord et parisienne* (APBRNP). Une brochure de présentation est publiée en décembre 1923. Cette association fédère 13 départements¹ parmi les plus gros producteurs de blé qui comptabilisent, selon les chiffres présentés dans cette brochure, 21,5 % des surfaces cultivées en blé et 31 % des récoltes du pays. Cette première organisation des producteurs de blé, dirigée par un conseil d'administration composé de un ou deux agriculteurs issus des départements concernés, est présidée par René Aubergé et a son siège à Melun (Seine-et-Marne). Le deuxième numéro du bulletin de l'APBRNP paraît en juin 1924. Une impulsion est donnée pour constituer une organisation nationale des producteurs de blé : « *l'appel de l'APBRNP aux autres producteurs pour l'union des producteurs de blé (...) L'heure est grave aujourd'hui pour les producteurs de blé. L'opinion publique, faussée, menace les intérêts vitaux de la culture du blé ; nous ne résisterons pas sans union à de nouvelles attaques* ». L'AGPB se constitue en mai 1924 et élit son premier bureau en juillet 1924. Pierre Hallé, jeune agronome et journaliste agricole, en devient le secrétaire.

L'antériorité de l'APBRNP, le rôle indiscutable qu'elle a joué dans la création de l'AGPB marquent l'ancrage de l'association des producteurs de blé dans les régions grandes productrices. Curieusement, cet élément important de l'histoire l'AGPB est absent de l'historiographie officielle proposée à travers le *Livre d'or de l'AGPB* édité à l'occasion du cinquantième de l'association². Le groupe de référence de l'organisation des producteurs de céréales est dans un premier temps, l'ensemble des producteurs des départements les plus spécialisés en blé. Assez rapidement, pour les dirigeants céréaliers, ce sont l'ensemble des producteurs français de blé qui représente le groupe de référence dont ils affirment assurer la défense.

L'AGPB se développe donc sous la houlette de quelques agriculteurs issus de petites régions déjà fortement spécialisées en céréales : la Brie, la Beauce, le Nord, le Soissonnais... Ces premiers responsables céréaliers ont tous en commun un certain nombre de caractéristiques : ce sont tous hommes impliqués localement, assumant des charges dans leur département, des agriculteurs à la pointe du progrès sur le plan technique. Ils sont souvent engagés, tant sur le plan social que professionnel. Ils apparaissent comme dévoués à la cause commune.

René Aubergé (1869-1926), premier président de l'AGPB (1924-1926), est diplômé de

¹ Aisne, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme et Yonne.

² AGPB, *Livre d'or du cinquantième AGPB : 1924-74*, AGPB, 1974. L'AGPB réintègre cet élément particulier de son histoire dans l'ouvrage publié à l'occasion de ses 75 ans (EVENO P., 1999, AGPB : 75 ans d'histoire du blé, Albin Michel).

l'Institut national agronomique (INA) en 1886. Exploitant une ferme de 400 hectares à Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne), il est membre de la Société d'agriculture de Melun et préside la fédération des sociétés agricoles de son département. Conseiller municipal de sa commune de 1894 à 1924, il préside aussi la *mutuelle grêle* de Seine-et-Marne. Il fonde en 1920 la Coopérative des producteurs de semences de la région de Melun : son exploitation est *ferme de sélection généalogique*. Au niveau national, il est membre de la section *Grandes cultures* de l'Académie d'agriculture, vice-président du Comité central du blé et du pain (1923), membre de la CNAA. Georges Rémond (1872-1957), deuxième président de l'AGPB (de 1927 à 1934), est aussi diplômé de l'INA en 1893. Il exploite une ferme à Andrezel (Seine-et-Marne). Il est maire de sa commune pendant trente ans. Il préside, à partir de 1912, la Société d'agriculture de Melun et présidera la Chambre d'Agriculture de son département dès sa création en 1927. Membre de l'Assemblée Permanente des Présidents de Chambre d'Agriculture (APPCA), il en sera le premier vice-président de 1927 à 1938. Il rentre à l'Académie d'agriculture et en sera élu vice-président en 1943¹.

René Aubergé, Georges Rémond et Pierre Hallé sont d'anciens élèves de l'Institut National Agronomique (l'Agro). Autre membre fondateur de l'AGPB, Jacques Angrand, agriculteur à Lieusaint (Seine-et-Marne), « propose alors à ses collègues, dont la plupart sont des anciens de l'Agro, d'héberger la toute jeune association dans une salle de bain désaffectée, au second étage de la Maison des agros, au 5 quai Voltaire à Paris »². L'AGPB est logée de 1924 à septembre 1927 dans les locaux de l'Amicale des anciens élèves de l'INA. Plus qu'une série de coïncidences, on peut voir dans cette conjonction de faits l'appartenance d'un certain nombre de responsables de l'AGPB à un réseau de connaissances, à une élite partageant les mêmes valeurs de progrès technique et économique pour l'agriculture. Cette appartenance au corps des agros a sans doute aussi été utile au moment de développer les contacts et les relations de travail avec les responsables des Services Agricoles dans les départements, et les fonctionnaires en poste au ministère de l'Agriculture³.

Ces cultivateurs constituent une élite et, conscients de leur position, investissent leur jeune organisation d'une mission de défense globale des producteurs de blé. Le sixième point de la doctrine présentée par l'AGPB, dans une brochure éditée en 1925, illustre bien cet aspect : *« Les intérêts de tous les producteurs de blé sont solidaires. Duperies que toutes les tentatives de division entre petits, moyens et grands exploitants, pour des fins politiques. En matière de vente, ce sont les grands cultivateurs, mieux éclairés et mieux armés, qui sont les meilleurs défenseurs des petits et des moyens. Si, comme nous l'espérons, nous arrivons à régulariser le cours du blé, d'un bout à l'autre de la campagne et à un taux rémunérateur, ce sera au profit de tous »*⁴.

Dès sa création, l'AGPB se pose en porte-parole d'un certain type d'agriculture : les grandes exploitations, où la main d'œuvre agricole constitue une composante essentielle dans la structure des coûts de production. Un extrait de la brochure de présentation de l'AGPB éditée en 1925 précise bien, s'il en était encore besoin, la nature des exploitations directement concernées par ses activités : *« Nous affirmons que les intérêts de nos ouvriers sont solidaires avec les nôtres. La main d'œuvre est notre dépense essentielle. Nous avons déjà une peine infinie à lutter contre l'industrie, contre les compagnies de chemins de fer, ou les administrations de l'Etat, qui pompent littéralement la main d'œuvre agricole, par l'attrait de*

¹ Eléments issus de la nécrologie de René Aubergé (1926, Archives de Seine-et-Marne) et de celle de Georges Rémond publiée dans les *Comptes rendus hebdomadaires des séances de l'Académie d'agriculture de France*, 1957, n°16.

² PAF, n°352 de juin 1984.

³ Comme par exemple, MM. Lesage et Brasart, anciens agros également, qui ont été successivement directeurs au ministère de l'Agriculture de 1918 à 1938.

⁴ AGPB, *Brochure de présentation*, 1925, 8 p (Archives départementales de Seine-et-Marne), souligné par nous.

salaires plus élevés, l'appât d'une vie plus facile, adoucie par les distractions et les plaisirs des villes. Comment pourrions-nous élever les salaires de nos ouvriers, améliorer leur situation, leur permettre de bénéficier des avantages dont jouissent leurs camarades des villes, si l'on persiste à comprimer à l'excès nos prix de vente, si l'on s'acharne à ne pas nous permettre de faire des recettes suffisantes ? »¹.

Pour défendre cette conception de l'entreprise agricole, l'AGPB appuie son argumentation sur des comptes d'exploitation², et trouve ainsi des armes pour étayer ses propos. A partir de 1930, l'Office de comptabilité de Soissons publie des statistiques sur chaque campagne³. On retrouvera régulièrement des liens étroits entre les promoteurs des associations spécialisées de grandes cultures et les initiatives de structuration de services d'appui à la gestion et la comptabilité des exploitations agricoles, notamment dans les années 1950.

Comment expliquer la rapide influence de cette organisation, peu représentative des agriculteurs français, sur l'ensemble des organisations agricoles ? Cette influence s'appuie principalement sur deux modalités d'engagement de dirigeants de l'AGPB : dans l'action économique et dans l'action technique

L'engagement dans l'action économique

Au lendemain de la grande guerre, en l'absence d'une politique du blé, le contrôle des importations est le point sensible permettant une maîtrise de l'offre au niveau national. La multiplication des fraudes amène l'AGPB à proposer au ministère de l'Agriculture d'assurer, sous sa tutelle, la prise en charge de l'organisation de ce contrôle. Souhaitant y associer les autres parties prenantes du marché du blé, le ministère de l'Agriculture et l'AGPB proposent en 1929 un schéma interprofessionnel pour le contrôle des importations. C'est le Comité interprofessionnel de contrôle des importations (CICI), qui regroupe l'AGPB, l'Association de la meunerie française et la Fédération des syndicats des marchands de blé.

En janvier 1929 est créé l'*Union nationale des coopératives agricoles de vente et de transformation du blé* (UCB). Elle rassemble les coopératives de vente et de meunerie d'une quinzaine de départements. Après une récolte record en 1929, les stocks de blé s'accumulent et entraînent une baisse des cours. En collaboration étroite avec l'UCB, et en particulier grâce à la coopérative d'Angers, qui coordonnera les opérations, l'AGPB s'engage dans une action d'exportation directe de blé pour une valeur de 3,5 milliards de francs. Créant un précédent, cette opération réussie joue un rôle important pour asseoir la crédibilité de l'organisation des producteurs de blé auprès des pouvoirs publics⁴.

La création des coopératives correspond au développement progressif des racines du mouvement céréalière. De ces liens avec la coopération céréalière, l'AGPB tire sa principale source de légitimité auprès des agriculteurs. Sans cette articulation avec le patient et concret travail des promoteurs des coopératives céréalières, l'action nationale de l'AGPB et son rôle dans l'organisation *par le haut* du fonctionnement du marché des céréales (interventions auprès des pouvoirs publics) n'auraient sans doute pas eu le même impact. Les responsables

¹ AGPB, *Brochure de présentation*, 1925, 8 p., souligné par nous.

² En particulier, l'exploitation du Pr. Brétignières à Grignon et celle d'Henry Girard dans l'Oise.

³ La comptabilité agricole reste cependant très marginale pendant les années 1930. L'Union des offices de comptabilité et de statistique agricole, fondé en 1937, regroupe les comptabilités d'environ 500 exploitations pour tous le pays (A. ROUILLY, « Les Résultats de l'exploitation agricole tels qu'ils ressortent de l'examen des comptabilités », in UNSA, *Syndicats paysans : Congrès syndical paysan*, Caen, mai 1937, p 79-91.

⁴ AGPB, *Livre d'Or*, 1974, p. 35.

locaux des coopératives céréalières constituent un maillon essentiel des liens qui se tissent entre des dirigeants de l'AGPB et la base des céréaliculteurs.

Durant la période de crise des années 1930 se développe un double mouvement d'intervention croissante de l'Etat et d'engagement progressif des agriculteurs autour de la définition et de la mise en œuvre des mesures prises. L'aggravation de la crise économique et sociale en France entraîne, en juin 1936, l'arrivée au pouvoir du Front populaire qui propose immédiatement la création d'un Office du blé. Aprement débattue au parlement, cette proposition est votée en août 1936, portant constitution de l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB)¹. Des points de friction avec les organisations agricoles portent principalement sur les prérogatives de l'administration dans le fonctionnement de l'Office et sur le pouvoir effectif des professionnels agricoles au sein du Conseil central de l'ONIB : les équilibres au sein des instances et les mécanismes de vote interne permettent au gouvernement d'ôter aux représentants des producteurs toute possibilité d'être, seuls, majoritaires et écarte ainsi tout risque de les voir fixer eux-mêmes, d'autorité, le prix du blé.

Mais les débats passionnés à la capitale cachent mal l'approbation massive de cette nouvelle organisation du marché du blé par les producteurs sur le terrain. Les effets positifs de la stabilisation des prix et la quasi-résolution du problème du financement des campagnes céréalières qu'amène l'ONIB se font rapidement sentir auprès des producteurs. Détenant le monopole de l'achat des blés par l'intermédiaire des organismes stockeurs (coopératives ou négociants agréés), ainsi que celui de l'importation et de l'exportation du blé, l'ONIB va profondément modifier la structure du marché des céréales et relancer vigoureusement la création de coopératives céréalières².

L'engagement dans l'action technique

Les promoteurs de l'AGPB figurent parmi les cultivateurs à la pointe de la technique. Leur point de vue sur l'amélioration des techniques de culture se résume en une phrase : c'est le trop bas niveau des prix qui limite la diffusion des améliorations techniques. Le rapport de mars 1929 présenté à l'Assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture (APPCA) est clair : « *Dans cette politique du blé, une grosse partie des efforts – ce sont les Chambres d'agriculture qui le soulignent – devra tendre à l'amélioration technique des conditions actuelles de la culture du blé, très médiocres encore dans de trop nombreux départements. De cet aspect technique de la question, indispensable, car il serait impossible, dans les conditions économiques présentes, de maintenir artificiellement une culture aussi coûteuse là où elle ne donne encore que des rendements infimes, nous dirons un mot plus loin ; si nous abordons d'abord l'aspect économique du problème, c'est que les progrès techniques à réaliser – et ils sont importants – nécessitent de lourdes dépenses, c'est-à-dire qu'ils sont intimement liés à la possibilité pour le producteur de récupérer par des prix de* »

¹ De nombreux auteurs ont analysé cette période. En particulier : M. GERVAIS et al. *Histoire de la France rurale*, Tome 4, Seuil, 1976, p.558-563 ; AGPB, *Livre d'Or*, 1974, p.43-49. D'autre part, des ouvrages de l'époque apportent d'utiles informations : L. LEROY, *Les Paysans et l'Office du blé*, Flammarion, 1939 ; M. de BRESSON, *L'Office du Blé*, Thèse de droit, 1937. Sur l'analyse des principes généraux et les mécanismes de fonctionnement de l'Office du blé, on lira le passionnant article de R. BUTY, « L'Office du blé » in *Chambres d'Agriculture*, supplément au n°45 de février 1954, p. 1-12.

² Il existe près d'un millier de coopératives céréalières en 1938 : une partie d'entre elles sont constituées par des négociants qui se sont « mis en coopérative » et par des créations récentes liées à des enjeux politiques locaux (Fédération nationale des coopératives de céréales (FNCC), *op. cit.*).

vente suffisants les frais qu'il aura engagé »¹.

C'est sans doute dans ce domaine de l'action technique qu'apparaissent le plus clairement les sollicitations de l'AGPB vis-à-vis des pouvoirs publics : pour le remembrement comme pour le drainage, l'appui financier de l'Etat est revendiqué. Les relations entre l'AGPB et l'administration sont d'ailleurs bonnes sur ce sujet : « *Cette politique de recherche scientifique ne peut pas d'ailleurs, faire perdre de vue le rôle essentiel de l'éducation des cultivateurs. Les rapporteurs sont trop nombreux qui soulignent l'importance de l'action des Directeurs des Services agricoles et des professeurs d'agriculture, et les excellents résultats qu'ils obtiennent tous les jours, pour que l'Assemblée des présidents de chambre d'agriculture ne demande pas que tous les efforts soient faits pour doter ces auxiliaires indispensables de tous les moyens d'action qui leur sont nécessaires* »².

Le rôle de l'AGPB et des associations spécialisées dans l'action technique prendra toute son importance après 1945, dans un contexte socio-politique beaucoup plus favorable à une action massive dans ce domaine. Il constituera un des fondements du travail de légitimation que cette organisation développera à l'intention de l'ensemble des agriculteurs mais aussi du reste de la société.

Quelques dimensions des relations entre l'AGPB et les autres organisations agricoles

La naissance et le développement de l'AGPB est étroitement imbriqué dans l'histoire plus large des organisations professionnelles agricoles française. La compréhension des articulations de cette jeune association spécialisée avec les autres institutions agricoles permet d'approcher les mécanismes et modalités de son travail d'influence.

Les relations entre les associations spécialisées et les organisations agricoles locales passent principalement par des échanges d'informations. Un *Bulletin de documentation et d'information sur le marché du blé* est envoyé régulièrement aux adhérents. Il contient avant tout des informations commerciales. En 1927, l'AGPB commence à tisser des liens avec ses organisations adhérentes pour en étoffer le contenu. La plupart des syndicats et associations agricoles locales ont leur propre journal qui est en général assez largement diffusé auprès des agriculteurs. Un témoignage de Pierre Hallé souligne l'impact de cette information fournie par les associations spécialisées à travers la presse agricole locale : « *Je considère que les associations spécialisées, avant la guerre, ont pu faire leur place, malgré la modicité de leurs ressources, grâce au fait que tous les bulletins, tous les journaux de syndicats départementaux, reproduisaient des passages des bulletins de documentation des associations spécialisées. On arrivait comme cela à toucher des centaines et des millions de lecteurs ruraux mais aussi parlementaires, commerçants parce que toutes les catégories économiques suivaient quand même nos bulletins agricoles* »³.

L'AGPB est fortement articulée aux Chambres d'agriculture à travers la multipositionnalité de ses dirigeants. Au niveau des départements, ce sont souvent les Chambres d'agriculture qui sont chargées de proposer à l'administration les noms des agriculteurs destinés à siéger

¹ Extrait du rapport de Georges Rémond et Pierre Hallé à la session de mars 1929 de l'APPCA, souligné par nous.

² Ibid.

³ Discours de P. Hallé in *Les Groupes spécialisés : un exemple : celui des céréales*, Groupes de jeunes paysans, fascicule III, 1944, p. 17.

dans les instances interprofessionnelles qui se mettent en place dans les années 1930. Elles jouent de ce fait un rôle croissant dans la progressive imbrication entre les pouvoirs publics et les organisations agricoles dans la mise en place des mesures de politique agricole. L'apport des Chambres d'agriculture est aussi important dans le financement de l'AGPB, jusqu'à atteindre près de 65 % des recettes à la fin des années 1930¹. Cette situation constitue à la fois une force et une faiblesse. Juste après l'avènement du Front populaire, en 1936, les relations entre les pouvoirs publics et l'AGPB se tendent. L'administration tente de limiter et de contrôler le financement de l'AGPB : une circulaire interdit le versement direct des cotisations à l'AGPB par les Chambres d'agriculture départementales, et propose que l'APPCA verse une subvention globale à l'AGPB.

Quelles sont les relations de l'AGPB avec le syndicalisme agricole général ? La crise des années 1930 sera l'occasion d'un rapprochement entre les principales associations spécialisées et l'UCSA, l'une des deux familles syndicales. Devenue l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA) en 1934, elle s'installe dans le même immeuble que l'AGPB, rue des Pyramides². C'est surtout par l'élaboration et la diffusion des doctrines corporatistes au sein des milieux dirigeants agricoles que va se réaliser ce rapprochement entre les associations spécialisées et l'UNSA. S'affranchissant partiellement des contradictions liées à l'ancrage territorial des syndicats agricoles, les associations spécialisées vont introduire dans le champ de la représentation des intérêts agricoles un nouveau mode de légitimité, basé d'un côté sur une compétence technique et économique, de l'autre sur leur complémentarité avec le syndicalisme général. Cette nouvelle légitimité ne repose pas uniquement sur la croyance dans une compétence spécifique, mais doit aussi être reliée aussi au processus de spécialisation au sein de l'agriculture. Même si de larges régions de France pratiquent encore un système de polyculture-élevage, la spécialisation agricole progresse, et les problèmes que rencontrent les agriculteurs commencent à se sérier.

Cette période des années 1930 voit s'opérer l'amorce d'une modification profonde de l'appareil de représentation des agriculteurs. Basé jusqu'alors sur des attaches territoriales et/ou des appartenances politiques et idéologiques, le mouvement syndical agricole, entre autre avec la défense par produit, voit se développer en son sein un nouveau mode de représentation basé sur la conscience commune de pratiquer un métier spécifique lié à un produit agricole donné. Il ne s'agit pas de dire que les associations spécialisées "inventent" l'idée de profession agricole. Suzanne Berger montre bien comment l'idéologie du conservatisme social, d'inspiration catholique, en combinant les notions de paix sociale et de profession agricole, a déjà forgé ce sentiment d'appartenance à un tout, à une profession³. On peut cependant penser que les associations spécialisées, avec un rôle central joué par l'AGPB, durant les années 1920 et 1930, vont progressivement donner un sens différent à cette notion de profession, en la détachant de son ancrage territorial et du discours moral qui est au fondement de la notion de développement séparé prônée par les représentants du « corporatisme organique ».

Pour cette période de l'entre deux guerres, l'analyse des liens permettant de relier la naissance des associations spécialisées à leur environnement politique et institutionnel oblige

¹ H. ROUSSILLON, *op. cit.*, p. 67.

² Pierre Barral voit dans ce déménagement une certaine rupture symbolique avec la Société des agriculteurs de France et la tradition conservatrice de l'agriculture française, ainsi qu'un rapprochement (pour l'instant spatial) avec le boulevard Saint-Germain (P. BARRAL, *op. cit.*, p. 232). Il s'agit aussi sans doute, comme le confirmeront les grandes lignes des doctrines corporatistes développées à partir de 1934, d'une volonté d'affirmer la montée en puissance du syndicalisme agricole dans un contexte socio-politique et économique instable.

³ S. BERGER, *op. cit.*, p. 94-97.

à utiliser la notion polysémique de corporatisme. Pierre Coulomb en propose une définition simple : « Il y a corporatisme lorsqu'un groupe social, quel qu'il soit, réussit ou entend réussir à subordonner l'intérêt de l'Etat à ses intérêts propres »¹. Dans le domaine agricole, l'auteur propose de distinguer trois grands types de modèles socio-politiques pour éclaircir les débats sur la nature des relations entre l'Etat et la "profession" agricole. Le "corporatisme organique" de la grande propriété, qui s'organise autour de la préservation de la rente foncière : cette forme dominera les organisations agricoles jusque dans les années 1930 – parfois 1950 dans certaines régions. Le "corporatisme économique" des entrepreneurs agricoles, qui naît après la première guerre mondiale et centre ses conceptions sur une exploitation agricole capitaliste visant des profits égaux à ceux de l'industrie et ce grâce à un niveau des prix agricoles garanti par l'Etat. L'"organicisme coopératif" se structure autour du revenu des agriculteurs et prône l'organisation collective de l'approvisionnement et de la vente, sans remettre en question la place ou le statut des exploitations agricoles dans la société². Ces trois modèles « socio-politiques » ne se succèdent pas de manière discontinue dans l'histoire agricole, bien au contraire : ils coexistent dans le temps, se concurrencent entre eux, et nous pouvons même identifier, pour des périodes définies, la composante dominante qui structure l'organisation des agriculteurs dans ses rapports à l'Etat et au reste de la société. Ce modèle d'interprétation des courants de pensée au sein des organisations agricoles est à différencier du "corporatisme politique", expression d'un projet de société qui évoluera souvent vers le fascisme.

Enfin, il faut souligner l'importance, souvent occultée, de la période de Vichy dans la construction du syndicalisme agricole : à travers la mise en place, par le canal de l'ONIC, d'une taxe prélevée sur les livraisons de blé et destinée à financer l'action technique, en 1943, un jalon important du modèle financement de l'action technique en agriculture est posé.

II. 1945 – 1975 : l'AGPB dans la modernisation de l'agriculture française

L'implication des principaux dirigeants des associations spécialisées d'avant-guerre dans les instances du gouvernement de Vichy ou de la Corporation paysanne entraîne à leur égard l'hostilité du nouveau pouvoir. La mise à l'écart des plus connus n'empêche pas, comme le confirment les élections des responsables départementaux de la FNSEA en 1946, le retour de nombre d'entre eux à des postes de responsabilité. Une relative continuité, observable dans la composition des sphères dirigeantes agricoles depuis la fin des années 1930, se confirmera à travers la persistance de règlements et de mécanismes élaborés durant cette période.

A l'image de toutes les associations spécialisées, l'AGPB est alors statutairement considérée comme un groupement spécialisé de la FNSEA³. Son action s'inscrit dans les termes généraux de l'article neuf des statuts de la FNSEA : « *Les problèmes que soulève la défense*

¹ P. COULOMB, *De la terre à l'Etat : éléments pour un cours de politique agricole : volume 1*, Montpellier, CIHEAM-IAM, 1993.

² P. COULOMB, « La cogestion, une nouvelle tentative corporatiste », in Pierre COULOMB et al., *op. cit.*, p. 147-158.

³ Les associations spécialisées sont au nombre de 26 en 1946.

des diverses productions, particulièrement l'étude et la défense des prix, sont confiés aux groupements spécialisés à cadre national. Ceux-ci agissent dans le cadre des directives de la politique générale agricole arrêtée par la FNSEA et ils lui en réfèrent pour toutes les questions mettant en cause l'intérêt général agricole »¹. Cette soumission statutaire de l'AGPB au syndicalisme général masque difficilement sa large autonomie due à la fois à son antériorité, aux ressources financières importantes qu'elle va pouvoir constituer, ainsi qu'à la légitimité qu'elle va consolider et élargir par le biais de l'engagement de ses dirigeants sur les questions économiques et techniques.

La finalité de défense du revenu, clairement affichée par l'AGPB et le syndicalisme agricole général lui-même, pose la question de la définition des groupes d'agriculteurs concernés. Défendre le revenu des producteurs d'un produit donné par la fixation du prix de ce produit à un niveau donné implique, d'une manière ou d'une autre, d'avoir un point de vue sur le type d'exploitation à défendre. Cette question renvoie à celle, plus large, de la position des organisations agricoles sur les structures d'exploitations françaises pendant les années 1950. Au-delà de l'apparente unanimité au sein du syndicalisme à vocation générale sur la question, à travers la défense affichée de la petite exploitation familiale, surtout après 1953, le point de vue des associations spécialisées de grandes cultures est plus nuancé, et contient en germe des analyses proches de celles que développeront les jeunes agriculteurs du CNJA, au début des années 1960, sur la nécessaire élimination des exploitations trop petites. La position dominante de ces associations spécialisées, durant cette période des années 1950 consistera plus à jouer des équilibres entre régions à hauts et à faibles rendements pour justifier une baisse maîtrisée du niveau des prix.

Les composantes de l'influence de l'AGPB

La domination croissante de l'AGPB se fonde donc sur deux formes principales de légitimité, étroitement articulées entre elles : une légitimité économique et une légitimité technique. La légitimité économique des associations spécialisées trouve sa source dans l'implication déjà ancienne de leurs promoteurs dans l'organisation des marchés agricoles. Par sa maîtrise des dossiers économiques et son étroite imbrication avec les organisations agricoles à caractère économique (coopératives et Crédit agricole), l'AGPB va progressivement asseoir sa puissance financière, donc politique. La légitimité technique de l'AGPB résulte aussi pour une grande part de son engagement précoce et significatif dans la recherche d'une amélioration de la productivité agricole.

Basée sur les registres différents et complémentaires de l'économique et du technique, la puissance de l'AGPB ne peut se comprendre sans prendre en compte la place qu'elle occupe dans le mode de régulation du secteur des céréales, et en particulier au sein de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) qui redevient rapidement, après la Libération, la véritable instance d'élaboration de la politique céréalière française. Après avoir combattu le caractère "étatique" de l'Office lors de sa création, les dirigeants de l'AGPB s'impliquent très vite dans sa gestion interne, pendant la guerre et surtout après la Libération. Les nouveaux dirigeants de l'organisation céréalière ne cachent pas leurs ambitions vis-à-vis de l'ONIC, comme le précise le directeur de l'AGPB à l'époque : *« Durant la période 1936-1940, l'AGPB avait été assez critique vis-à-vis de l'Office du blé jugé trop étatique. Avec le Président Jean Deleau, nous avons choisi la tactique inverse qui était de dire "puisque'il existe et qu'il est utile, l'important est d'être suffisamment*

¹ Extrait des statuts de la FNSEA, cités par Y. TAVERNIER, *op. cit.*, 1969, p. 31.

puissant pour avoir une influence dedans" »¹. Ce mode de régulation unifié du marché du blé, organisé autour d'un organisme central au sein duquel les producteurs avaient un poids réel, a été un facteur déterminant dans le développement de la puissance économique et de la légitimité technique de l'AGPB, bases de sa domination sur les autres organisations agricoles. Forte de cet ancrage institutionnel dans la structuration du marché du blé, l'organisation des céréaliers va progressivement mettre en place les outils et les alliances qui vont lui permettre d'accroître et de rendre durable sa puissance.

La constitution d'une assise financière solide

La force de l'AGPB repose en grande partie sur la capacité qu'elle a eue de garantir son autonomie financière et, partant, son indépendance politique. Avant 1945, le financement de l'AGPB reposait sur des contributions financières individuelles mais surtout provenant d'autres organisations agricoles, la rendant ainsi tributaire d'autres structures. Un nouveau système de cotisation va se mettre en place après la Libération. Il repose sur un prélèvement effectué sur les livraisons de blé aux organismes stockeurs de céréales, coopératives mais aussi négociants. *« Au début, nous avions peu de moyens. Nous avons fait avec Jean Deleau une première circulaire aux coopératives et négociants en leur demandant de faire décider par leurs agriculteurs en assemblée générale le versement d'une cotisation qui était insignifiante rapportée à l'exploitation agricole mais qui nous a permis de constituer un budget important au niveau national. Nous avons eu au début des problèmes avec monsieur Durant qui dirigeait l'ONIC : l'administration a immédiatement fait une circulaire pour transmission à tous les organismes stockeurs en disant qu'il était interdit de faire le moindre prélèvement sur le prix légal du blé sauf le prélèvement prévu pour la gestion des coopératives ou une taxe légale. Peu de temps après, les choses se sont arrangées avec l'ONIC et nous sommes arrivés progressivement à collecter une partie significative de la cotisation théorique. Ce n'était pas une taxe mais plutôt une sorte de cotisation obligatoire (...). L'ONIC nous a rapidement ouvert ses livres et nous avons pu savoir avec une relative exactitude les quantités de blé qui transitaient réellement par les organismes stockeurs. Avec ces informations, le travail de relance était facilité et nous pouvions interpellier les coopératives comme les négociants »².*

L'AGPB a pu mettre en place ce mécanisme de financement en grande partie grâce à son étroite imbrication avec les coopératives céréalières. A la fin des années 1930 comme après la Libération, une partie du personnel et des dirigeants de l'AGPB était alors occupée à circuler dans le pays afin d'assister aux assemblées générales des coopératives et d'y faire connaître la politique de l'AGPB. Assez rapidement opérationnel, ce système permettra à l'AGPB de compter sur un budget important, non seulement avec des revenus relativement assurés, mais de plus en constante expansion puisque suivant la progression de la production céréalière nationale³.

Les bases de la « vocation » exportatrice de la France en céréales

L'élan de modernisation de l'agriculture française et celui du secteur du blé sera entretenu

¹ Entretien avec Henri Mennesson (directeur de l'AGPB de 1945 à 1974), mars 1993.

² *Ibid.*

³ Le budget de l'AGPB est en croissance régulière et soutenue à la fin des années 1950 : 28 millions de francs en 1957, 30,9 en 1958, 33,3 en 1959, il atteindra 41,2 millions de francs en 1961. *Rapports financiers aux Congrès de l'AGPB de 1960 et 1962*, Archives de l'AGPB.

par la progressive expansion des marchés à l'échelle et pays mais aussi et surtout à l'exportation. Dans l'optique du développement des débouchés céréaliers, l'exportation n'est pas une voie nouvelle pour les dirigeants de l'AGPB. Dès 1926, ils dessinaient avec une relative netteté les axes de développement futurs de la céréaliculture française, et défendaient la position d'une France exportatrice de blé : « *En dépit de ceux qui croient préserver les intérêts des consommateurs par l'étouffement de la production agricole dans le cadre trop étroit de nos frontières, la nécessité d'une politique de libre exportation des produits agricoles, en particulier du blé, ne peut manquer de s'imposer bientôt au gouvernement* »¹. Les vicissitudes de la crise économique et les multiples étapes de la mise en place d'une politique céréalière dans les années 1930 n'ont toutefois pas permis de construire une véritable politique d'exportation du blé français. Au lendemain de la Libération, les conditions semblent enfin réunies pour jeter les bases de cette future politique avec la perspective d'un marché européen des céréales. Tout au long des années, les dirigeants céréaliers seront très impliqués en 1950 dans la construction progressive de l'Europe agricole puis plus tard dans sa gestion.

Le rôle qu'a pu jouer l'AGPB dans le développement économique du secteur des céréales ne suffit pas à expliquer son importance dans l'espace des organisations agricoles, ni son rôle dominant dans la définition des politiques agricoles pendant cette période des années 1940-1950. La puissance économique et financière ne peut à elle seule expliquer comment une organisation animée par un petit groupe d'agriculteurs, somme toute assez peu représentatifs de la diversité des régions agricoles françaises², a pu imposer de manière aussi forte ses analyses et ses points de vue à l'ensemble du monde agricole.

Un autre élément d'explication complémentaire nous est suggéré par le fait que, à l'époque, la culture des céréales se pratique sur la quasi-totalité du territoire français. Mais l'autre dimension de la légitimité, et donc de la puissance de l'AGPB, réside dans le rôle de premier plan qu'elle a tenu dans le mouvement de modernisation de l'agriculture française, et plus particulièrement dans l'action technique. En confortant leur image d'agriculteurs à la pointe du progrès, engagés dans le soutien aux régions défavorisées, les dirigeants céréaliers ont donné à leur combat une dimension symbolique qui a consacré leur hégémonie sur le monde agricole de l'époque.

Une action technique à large échelle

Pour l'AGPB, l'action technique est conçue comme une composante d'une stratégie plus vaste visant l'expansion de l'agriculture française par la conquête des marchés agricoles au niveau européen. Campant sur des positions de principe de défense d'une France couvrant ses besoins en blé, les dirigeants céréaliers invoquent la nécessité d'améliorer le niveau technique en France afin de hausser les rendements au niveau des autres pays européens :

¹ *Pourquoi nous jugeons nécessaire l'exportation du blé*, brochure d'information présentée au VIII^e Congrès de l'agriculture française, Avignon, 1926, 14 p. Un des sous-titres de cette brochure s'intitule : « Entourée par un cercle de pays déficitaires, la France est admirablement située pour exporter du blé », Archives de l'AGPB.

² Cette question de la représentativité est complexe et sujette à polémique. On observera cependant que, lors des élections des membres du Conseil d'administration de l'AGPB de 1946, 10 administrateurs sur 37 représentent la région Nord (englobant le Nord et le Bassin parisien). Si beaucoup de départements céréaliers sont représentés à ce conseil, les élus sont souvent de grands cultivateurs, assez peu représentatifs des agriculteurs de leur département d'élection. On notera toutefois, comme le montre bien H. ROUSSILLON, qu'à la fin des années 1950, les instances de l'AGPB s'ouvrirent plus largement aux départements non traditionnellement céréaliers (H. ROUSSILLON, *op. cit.*, p. 91-100). L'autre moyen d'apprécier le poids des diverses régions au sein de l'AGPB est d'évaluer leur apport financier au budget de l'association : là, la domination des régions fortement productrices est claire.

« Cette insuffisance technique est très inquiétante : nous ne défendrons pas les chances de la production française contre la pression des intérêts extérieurs et intérieurs, si nous ne pouvons pas réfuter victorieusement les critiques justifiées contre notre insuffisance technique (...) Les luttes économiques dans le monde seront trop âpres, dans l'avenir, pour qu'une agriculture retardataire, qui végète sans progresser, puisse se défendre contre la concurrence des autres pays »¹.

Une politique d'action technique ciblée en direction des régions défavorisée trouve aussi sa motivation dans la justification de la stratégie de défense d'un prix unique pour le blé face aux pressions en faveur de l'application d'un prix différentiel : *« La ruine ou le sauvetage des exploitations de très petits livreurs ne sont pas suspendus à l'application ou à l'exonération de cette charge de quelques centaines ou quelques milliers de francs (qui pourrait découler d'une application de prix différenciés). Ce n'est pas par cette économie infime qu'on les sauvera. On les sauvera en les aidant à améliorer leurs rendements. C'est ce qu'à bien compris l'organisation professionnelle, l'AGPB en tête, qui s'efforce depuis des années de répandre le progrès technique dans les régions à faible rendement. Cette action technique dans le domaine du blé a été – on a le droit de le rappeler – lancée et longtemps menée sur des ressources professionnelles payées par les régions grosses productrices »².*

Initiée en 1948, l'expérience des « villages-témoins » donne l'occasion à l'AGPB de forger et d'illustrer une méthode basée sur le conseil technique rapproché, dont elle escompte que les résultats soient démultipliés par l'effet d'exemple. Pendant trois ans, l'expérience est menée dans quatre départements (Haute-Garonne, Gers, Meurthe-et-Moselle, Meuse) puis dans trois supplémentaires à partir de 1951 (Morbihan, Allier et Isère). Un agent technique de l'AGPB est basé dans un village et accompagne les agriculteurs dans l'adoption de techniques culturales d'amélioration des rendements (semences, désherbage, etc.). Des fonds publics collectés sur les filières agricoles contribuent à couvrir les frais de cette expérience. Menée à peu de frais, cette expérience fait rapidement parler d'elle. La Commission de coordination des associations spécialisées de la FNSEA reprendra cette expérience et établira, en 1951, un programme de réalisation incluant la création de 140 villages-témoins dans une cinquantaine de départements aux rendements les plus faibles, ainsi que la démonstration à grande échelle de pratiques culturales concernant les productions végétales et animales. La réalisation de ce programme prévoyait alors un soutien en subventions et prêts de huit milliards : les discussions avec les pouvoirs publics et les vicissitudes budgétaires le ramènent à 2,5 milliards. Seules 28 « zones-témoins » sont finalement programmées pour l'année 1952. Cette extension de l'expérience des villages-témoins est alors mise en œuvre par les pouvoirs publics par l'intermédiaire des Directeurs de services agricoles (DSA), avec parfois la collaboration des Chambres d'agriculture. L'imbrication entre administration et professionnels agricoles est à l'époque étroite : le chef des services techniques de la Commission des semences et des progrès techniques de l'AGPB est alors mis à la disposition du Service central des zones-témoins³, le choix des zones étant fait conjointement entre le DSA et la Chambre d'agriculture.

Cet engagement de l'AGPB dans des actions de vulgarisation « de contact » se poursuivra, en relations étroites avec les autres organisations agricoles pendant toutes les années 1950. Sous la pression des autres organisations agricoles (FNSEA et Chambres d'agriculture), qui s'impliquent de plus en plus dans ces activités de conseil technique, l'organisation des

¹ *Projet de rapport sur la production des céréales en France : Le proche avenir*, 1946, 10 p., Archives de l'AGPB.

² BDMB n°17 d'octobre 1954, cité par M. MARLOIE, *op. cit.*, p. 70.

³ AGPB, *Livre d'or*, 1974.

céréaliers réoriente son action vers la recherche appliquée et la production de références comme en témoigne la création de l'Institut technique des céréales et des fourrages (ITCF) en 1959. En 1958, à la veille de la création de cet Institut, le service technique de l'AGPB compte 46 cadres, 26 disséminés dans toute la France et 20 dans différents laboratoires et sites d'expérimentation¹. Avec l'ITCF, l'AGPB va développer une capacité de production de références techniques dans le domaine des céréales, mais aussi dans celui des fourrages, ce qui lui permettra d'influer de manière significative sur le travail des conseillers, donc sur les modèles techniques proposés et, par là même, l'évolution des exploitations de productions animales.

Un nouvel élan dans l'expansion céréalière : la bascule européenne des années 60

Du point de vue des modes de pression, la mise en place du Marché commun des céréales entraîne une modification importante des relations entre l'AGPB et les pouvoirs publics français. Alors qu'auparavant les organisations syndicales agricoles exerçaient leurs pressions sur les pouvoirs publics français, le ministre de l'Agriculture devient maintenant, de fait, le représentant de la France lors des conseils des ministres européens qui vont fixer chaque année le prix des céréales. Cette nouvelle configuration impose à l'AGPB, comme aux autres organisations agricoles, de considérer les pouvoirs publics comme des alliés obligés dans la pression qu'ils doivent dorénavant exercer sur les instances communautaires. La concertation entre les professionnels agricoles et les instances communautaires s'effectue par le biais du Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE (COPA), créé en 1958. Cette instance n'a qu'une fonction consultative. Il existe en son sein des commissions par produits où l'on retrouve les principaux dirigeants des associations spécialisées françaises².

Avec la perspective du marché commun des céréales, l'AGPB développe sa stratégie et innove dans le montage d'instruments institutionnels et financiers qui lui permettront de jouer un rôle actif dans la modernisation du secteur céréaliers mais aussi du secteur des productions animales, fortement consommateur de céréales.

Pour le secteur des céréales, le débouché des productions animales joue un rôle croissant dans l'équilibre des marchés. Déjà expérimentée dans les années 1930 pour désengorger le marché du blé, l'incitation à la consommation de blé par les animaux refait surface dès 1952, pour s'affirmer pleinement à partir de 1954 comme un mécanisme à part entière de la politique céréalière³. Or le blé n'est pas la seule céréale à rentrer dans le régime alimentaire des animaux. Cette importance prise par le débouché des productions animales se traduit aussi par une interdépendance croissante entre les marchés du blé et ceux des autres céréales, qualifiées à l'époque de "secondaires". Les liens entre les céréales et les autres productions s'affirment de plus en plus et constituent un point important des débats lors de la préparation du III^e Plan, en 1956 : « Face à la difficulté d'envisager une réduction des surfaces en blé, le problème des productions de remplacement domine les débats »⁴. Cette

¹ E. MARQUET, *op. cit.*, p. 126.

² M. MARLOIE, *op. cit.*, 1974, p. 145 et 148. Au sein du COPA, le Comité consultatif des céréales, créé en 1962, est composé de représentants des producteurs, des coopératives, des transformateurs, des négociants et des consommateurs. Les représentants des producteurs et des coopératives y détiennent la moitié des sièges. Ce comité consultatif est présidé dès sa création par Jean Deleau.

³ M. MARLOIE, *op. cit.*, 1974, p. 85-86. La quantité de blé consommée par l'élevage français passera de 100 000 q en 1953-54 à 9,2 millions de q en 1957-58.

⁴ Résumé de l'exposé fait au nom de l'AGPB à la commission du III^e Plan le 4 octobre 1956, Archives de l'AGPB.

position n'est pas nouvelle¹, mais elle prend une importance centrale du fait de la difficulté qu'ont les différentes politiques agricoles à maîtriser la croissance des volumes produits et à stabiliser les cours en cette fin de décennie 1950.

La société civile UNICEREALES est créée par l'AGPB en octobre 1962, avec la participation des Unions de coopératives de céréales, de l'AGPM, du Crédit agricole national (70 % du capital social) et de sociétés privées de commerçants ou transformateurs de grains (détentrices des 30 % restant)². La participation de l'AGPB est rendue possible grâce à l'augmentation de ses ressources propres, consécutive au doublement de la cotisation AGPB, passée de un à deux francs/quintal en 1962.

La société UNICEREALES crée UNIGRAINS, dont elle détient 51 % des parts, le reste étant constitué par des apports de banques publiques et privées. Durant ses premières années d'existence, UNIGRAINS assure une fonction d'assurance-crédit à travers un premier fonds, le Fonds de garantie à l'exportation des céréales, créé par convention avec l'ONIC en 1964. Par un cautionnement de 5 % de la valeur des exportations, ce Fonds permet de compléter la garantie octroyée par la COFACE aux exportateurs de céréales vers les pays tiers³. Entre 1964 et 1972, il accorde une caution partielle pour l'exportation de 105 millions de quintaux de céréales et de produits dérivés. Par cette innovation, les producteurs de céréales réaffirment un des fondements de leur action : leur engagement financier propre dans des actions concernant la filière en contrepartie d'une participation effective aux décisions liées à cette action.

Le doublement de la cotisation AGPB prélevée sur les livraisons conjuguée à l'augmentation de ces livraisons va accroître sensiblement le budget de l'AGPB. Ces moyens nouveaux vont permettre, outre la mise en place d'UNIGRAINS, un certain nombre de recrutements au sein de l'AGPB, l'achat d'un immeuble avenue du Président Wilson (dans le 8^e arrondissement de Paris) en 1966⁴, et de la ferme expérimentale de l'ITCF (à Boigneville dans l'Essonne) en 1971.

¹ En 1939, les dirigeants céréaliers inscrivaient déjà leur politique dans une vision plus large de l'agriculture : *« L'AGPB défend le prix légal du blé ; elle défend la rémunération juste des producteurs de blé. L'AGPB – tout en défendant le blé – n'a pas cessé, depuis deux ans, de jeter un cri d'alarme : défendre le blé n'est pas suffisant, défendre le blé est une duperie. Ce qu'il faut à la paysannerie c'est une politique agricole d'ensemble, une politique agricole qui défende et revalorise, au niveau des frais écrasants de la production, tous les produits du sol français. La tare mortelle de la législation du blé est l'absence complète d'une politique agricole d'ensemble. Impossible de défendre le blé sans une politique agricole d'ensemble. Impossible car, même si on réussissait provisoirement, le blé serait en flèche par rapport aux autres valeurs moins favorisées ; ce serait alors le risque de surproduction permanente (...) Rééquilibrer, diversifier notre production agricole, voilà le vrai grand problème »*. Extrait tiré de la brochure AGPB, *Pour fixer le prix légal du blé de la récolte 1939*, Archives de l'AGPB.

² Les informations concernant UNICEREALES et UNIGRAINS et dont les sources ne sont pas citées sont issues de AGPB, *Livre d'Or*, 1974, et du PAF n°s 111, 131, 151, 153, 271, 291, 310.

³ Cette fonction semble répondre à une demande des pouvoirs publics, qui soutiennent sans réserve l'idée d'UNICEREALES : *« J'ai l'honneur de vous confirmer que cette initiative reçoit mon approbation, spécialement si elle permet, aux côtés de votre association, aux différents organismes intéressés tels que Coopération et Crédit agricole, chargeurs et banquiers, d'arrêter en commun, dans ce domaine (développer l'emploi des céréales françaises à l'étranger) et pour une durée suffisante, les moyens d'une coordination assurant l'efficacité de leurs efforts »*. Courrier du 25 octobre 1962 de M. Poniatowski, alors directeur du cabinet de M. Giscard d'Estaing, ministre des Finances (Archives de l'AGPB). Cette même lettre suggère qu'UNICEREALES fasse des propositions pour compléter la garantie de la COFACE, dont le taux doit baisser.

⁴ Ces locaux, qu'occupent toujours l'AGPB, sont situés à deux pas de l'APCA, de l'ONIC et du Conseil économique et social.

En 1966, le Fonds de garantie de l'élevage est constitué dans le cadre d'UNIGRAINS. Il est alimenté par des prélèvements sur les produits financiers du Fonds de garantie à l'exportation des céréales. Il est présidé par Marcel Bruel et a pour but d'accompagner la création d'unités modernes de productions animales. La dévaluation du franc, en 1969, entraîne une revalorisation notoire du prix français des céréales par rapport aux modes de fixation européens. Des représentants des pouvoirs publics pensent alors effectuer une reprise sur les prix. Conscients de cette situation et ses conséquences possibles sur les éleveurs dans le climat social tendu de l'époque, les dirigeants céréaliers décident alors de mettre dans un "pot commun" une partie des gains tirés de la hausse des prix des céréales pour constituer, en juin 1970, le Fonds de solidarités des céréaliculteurs et des éleveurs (FSCE). Cette décision est prise, en partie, sous la pression, via la FNSEA, des secteurs représentant les productions animales. La gestion du FSCE est confiée à UNIGRAINS : une part de 85 % de ce fonds est allouée à des actions visant à améliorer les structures du commerce et de la transformation des produits animaux.

L'AGPB au sein de la FNSEA

Au sein de la FNSEA, les associations spécialisées agissent en partie par le biais de la Commission de coordination des associations spécialisées (CCAS). Les activités de cette commission s'exercent essentiellement dans le domaine économique et autour de l'action technique et des questions internationales. La CCAS assure aussi le suivi technique du Comité de gestion du Fonds de garantie mutuel, puis du FORMA à partir de 1962. De fait, la CCAS est le lieu de débat et d'élaboration de la politique économique de la FNSEA. Sur le plan international, Jean Deleau, président de l'AGPB et vice-président de la FNSEA, assure de fait la responsabilité pour le syndicalisme général des questions internationales. Dans les faits, les associations spécialisées ont alors le quasi-monopole de la maîtrise des questions internationales au sein des organisations agricoles¹. Cette situation n'est pas sans déranger les jeunes issus de la JAC, qui prennent progressivement des responsabilités au sein de la FNSEA. La création, en 1964, de la commission économique de la FNSEA peut être perçue comme une tentative de doubler la CCAS et de limiter son influence dans le domaine économique² qui, avec le Marché commun, prend une importance croissante dans les affaires syndicales.

Le double processus de spécialisation des différentes productions agricoles et d'élevage et de multiplication des liens entre ces secteurs se confirme dans les années 1960. On peut même avancer, suivant en cela de nombreux auteurs, que le compromis entre les représentants des régions de grandes cultures, qui dominent la FNSEA et les jeunes du CNJA, souvent issus de régions d'élevage, s'élabore sur la base d'une complémentarité entre l'intensification des productions animales et la consommation croissante de céréales qui en découle³. L'âpreté des luttes pour la conquête de l'appareil de la FNSEA et les oppositions réelles entre des représentants de régions d'élevage et celles de grandes cultures ne doivent pas occulter les fondements de l'alliance passée entre les dirigeants de l'AGPB et la nouvelle génération de syndicalistes issus du CNJA. Le premier de ces fondements est leur vision commune d'une agriculture d'entreprise : le corporatisme économique des céréaliers trouve son pendant dans la volonté qu'ont les jeunes syndicalistes de faire évoluer les structures agricoles pour

¹ H. DELORME, *op. cit.*, in J. RIDEAU et al., *La France et les Communautés européennes*, LGDJ, 1975, p. 624.

² Entretien avec Philippe Neeser (1997). En même temps, la présidence de cette commission économique est statutairement attribuée depuis sa création au président de l'AGPB.

³ M. MARLOIE, *op. cit.*, 1974, p. 141 ; S. MARESCA, *op. cit.*, p. 271-272 ; P. COULOMB et H. NALLET, *op. cit.*, 1972, p. 379-413.

aller vers des exploitations agricoles modernes. L'apparente rivalité entre éleveurs et céréaliculteurs se résout par une alliance basée sur le partage des valeurs communes que sont la vision de l'exploitation agricole comme une entreprise et la volonté de s'impliquer dans la gestion économique de l'aval de l'agriculture¹. Cette alliance repose aussi et surtout sur l'intérêt bien compris du débouché croissant pour les céréales que représente le modèle d'intensification de l'élevage prôné par les jeunes syndicalistes.

Pour la FNSEA, les ressources financières régulières des associations spécialisées constituent indéniablement une source de convoitise. Depuis les années 1950, les associations spécialisées apportent une partie du financement de la FNSEA, soit indirectement, en prenant en charge le budget de la CCAS, soit plus directement par le financement de congrès, de postes administratifs ou d'autres actions ponctuelles. Une fois prise en main par la nouvelle équipe issue du CNJA (1964), la FNSEA tente de prendre le contrôle des modes de financement des associations spécialisées en proposant de faire transiter les cotisations prélevées sur les produits par le syndicalisme général. Ces velléités de contrôle des financements des associations spécialisées n'aboutiront pas, et la FNSEA ne pourra jamais, par un mécanisme automatique, s'assurer d'un prélèvement, même partiel, sur les ressources financières des associations spécialisées.

Dans le monde agricole, l'influence de l'AGPB se fonde aussi sur sa politique de communication fortement développée dans les années 1960. A ses débuts, l'organisation des céréaliers a pour outil de communication le *Bulletin de documentation sur le marché du blé*. Tiré à près de 1 000 exemplaires, il est diffusé gratuitement et ne touche qu'une minorité de personnes, négociants et très gros producteurs². En 1947, un service d'abonnement est mis en place pour le *Bulletin de documentation sur le marché du blé*. Ce sont des abonnements quasi-automatiques qui s'adressent aux producteurs membres des conseils d'administration des coopératives céréalières. Le tirage de ce bulletin plafonnera à 18 000 exemplaires dans les années 1950. En mars 1958, le *Bulletin de documentation sur le marché du blé* laisse la place à un nouveau journal, le *Producteur agricole français (PAF)*. Dès 1959, sa diffusion est de 45 000 exemplaires. Son tirage passe à 120 000 ex. en 1963, puis à 250 000 ex. début 1967, à l'occasion de la fusion du *PAF* avec la *Voix de l'élevage*³. Cette importante extension du lectorat se fait sur une base statistique par le biais des organismes stockeurs de céréales : tous les producteurs qui livrent plus de 75 quintaux de blé reçoivent le journal. On peut voir dans ce choix la volonté de s'adresser à des gens « *qui sont jugés dignes d'être informés sur les grands problèmes céréaliers du moment, sur les prises de positions de l'AGPB et sur ses actions (...) Ce sont eux que l'AGPB interroge pour savoir ce qu'ils attendent d'elle. C'est donc dans ces 250 000 livreurs de plus de 75 quintaux que l'AGPB reconnaît ses adhérents* »⁴.

Les lignes de fractures syndicales du début des années 1970 apparaissent au sein-même de chacun des secteurs (céréaliers et laitiers notamment) et non, comme pouvait le laisser penser les débats des années 1960, entre les céréaliers et les éleveurs. Le mouvement des paysans-travailleurs puise ses racines dans la contestation syndicale du Grand-Ouest et les grèves du lait de 1972. La Fédération française de l'agriculture (FFA), créée en 1969, rassemble des agriculteurs nostalgiques du corporatisme économique intransigeant des années 1950. Elle constitue en quelque sorte une tendance défendant, de manière radicale, certaines idées

¹ S. MARESCA, *op. cit.*, 1983, p. 271-272.

² AGPB, *Livre d'Or*, 1974, p. 75.

³ Associant de fait l'AGPB avec la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL, la confédération nationale de l'élevage (CNE) et l'association générale des producteurs d'oléagineux (AGPO).

⁴ H. ROUSSILLON, *op. cit.*, 1970, p. 82.

qu'ont pu incarner, à un moment donné, les associations spécialisées de grandes cultures¹.

III. 1975 – 1995 : Vers une fragmentation de la représentation des intérêts agricoles ?

Le début des années 1970 est marqué par un contexte globalement favorable aux agriculteurs. Les revenus agricoles connaissent une progression remarquable en 1972 et 1973. La crise pétrolière et plus globalement économique marque un coup d'arrêt à cette croissance dès 1974. La situation de l'agriculture connaît alors une évolution ambivalente : régression des revenus et diminution des marges d'un côté, poursuite de l'expansion et développement de la production de l'autre côté. Avec un budget communautaire en constante augmentation, les mécanismes de la PAC garantissent l'écoulement d'une production agricole qui ne cesse de croître dans la plupart des secteurs. Mis en place pour atténuer les distorsions de concurrence entre monnaies au sein de l'Europe, les Montants compensatoires monétaires (MCM) induisent vers la fin des années 1970 des effets contraires à ceux espérés en favorisant les économies agricoles des pays à monnaie forte.

Des tensions au sein du syndicalisme majoritaire

Les tensions qui s'étaient développées au sein de la FNSEA à la fin des années 1960 se sont partiellement résolues en 1970 par l'adoption du principe de hiérarchie des prix qui garantie aux productions animales un niveau de prix lié à celui des céréales. Cette sortie de crise par le compromis n'est pas sans nuage et des conflits ouverts, notamment dans le secteur laitier en 1972, entraînent la naissance d'un mouvement syndical oppositionnel à la FNSEA. Depuis longtemps chantres de la modernisation par l'intensification et l'accroissement de la productivité, les associations spécialisées poursuivent leur politique de promotion d'une agriculture tirée vers le haut par des débouchés croissants mais de plus en plus coûteuse pour les pouvoirs publics.

Les conditions difficiles de l'expansion céréalière au début les années 1980, avec les menaces sur la PAC, continuent de peser pour une redistribution des cartes entre céréaliers et éleveurs. En 1982, le Congrès de l'AGPB de La Rochelle est l'occasion de questionner ouvertement la hiérarchie des prix entre les céréales et les productions animales : *« les producteurs de blé ne sont plus d'accord avec la hiérarchie des prix. En 1970, ils avaient accepté au congrès de la FNSEA de Lyon une différenciation de prix par rapport aux denrées animales mais la dégradation du prix des céréales est devenue telle aujourd'hui qu'il n'est plus possible de continuer. En trois ans, nous avons perdu 8 % par rapport aux autres productions »*. Dans une lettre de Philippe Neeser au président de la FNSEA, l'AGPB exprime clairement sa position et demande l'arrêt de la hiérarchie des prix : *« Nous ne pouvons à la fois supporter des objectifs de production insuffisants qui risquent de nous amener une pénalisation et une baisse programmée du prix de céréales. Il faut donc que la FNSEA se*

¹ I. BOUSSARD, « La Fédération française de l'agriculture : un dorgérisme d'aujourd'hui ? », in P. COULOMB et al., *op. cit.*, 1990, p. 386-391.

prononce sans ambiguïté sur ce point et rapidement »¹. Le pacte scellé en 1970 entre céréaliers et éleveurs², déjà malmené à partir de 1975, commence réellement à se fissurer au début des années 1980.

Un des dispositifs pivot des alliances entre agriculteurs au sein du syndicalisme général est le système des taxes para fiscales qui permet une certaine redistribution entre régions et filières. Dans le cadre de sa défense du prix des céréales et du revenu des céréaliers, l'AGPB a toujours eu une grande vigilance sur la politique des taxes parafiscales prélevées sur les céréales. Les céréaliers distinguent dans ce domaine deux types de taxes : les taxes dites « professionnelles » et celles dites « sociales »³. L'AGPB ne cache pas son hostilité envers les taxes dites « sociales », pour lesquels les producteurs souhaiteraient une autre « source de revenus que celle de leurs propres revenus »⁴.

Les deux taxes « professionnelles », la taxe statistique et celle du FNDA, sont considérées comme telle dans la mesure où les céréaliers en maîtrise l'utilisation. Créée initialement pour financer l'ONIC, la taxe statistique sert depuis 1970 à financer l'ITCF et à alimenter le Fonds de solidarité des céréaliculteurs et des éleveurs (FSCE). Si la majeure partie de ce fonds est affectée à des actions visant la modernisation de l'élevage, une autre partie est utilisée à des actions purement céréalières. Cette dernière partie va croître à la fin des années 1970 : le pourcentage du FSCE consacré aux actions céréalières constitue un bon indicateur de l'effritement de la « solidarité » entre céréaliers et éleveurs. De 15 % depuis 1970, la proportion du FSCE consacrée aux actions céréalières passera à 25 % en 1976-77 puis 35 % à partir de 1978. En 1982, la taxe statistique est remplacée par une taxe pour le financement des actions du secteur céréalier (FASC). Cette taxe FASC alimente toujours le FSCE mais aussi l'ONIC et l'ITCF (respectivement environ 35, 50 et 15 %) ⁵.

L'autre taxe « professionnelle » prélevée sur les céréales est la taxe FNDA⁶ qui, depuis 1966, participe au financement des actions de développement. L'Association nationale pour le développement agricole (ANDA) coordonne et suit les actions de développement. L'ANDA a la charge de la gestion du FNDA qui est alors créé pour financer le développement. Ce fonds est alimenté à partir de taxes parafiscales qui seront prélevées jusqu'en 1972 essentiellement sur les céréales et marginalement sur les betteraves. Au milieu des années 1970, d'autres productions y contribuent et l'apport des céréales, tout en restant majoritaire, se stabilise entre 60 et 70%.

¹ PAF n°309 d'août 1982. Outre les réalités économiques, cette position a sans doute été accentuée par l'attitude très personnelle de F. Guillaume, accentuée après la grande manifestation de la FNSEA en 1982, qui n'encourageait pas les céréaliers à la solidarité avec les éleveurs (entretien avec Philippe Neeser, juillet 1997).

² François CLERC, « FNSEA-CNJA : les conflits de l'unité », in Pierre COULOMB et al., *op. cit.*, 1990, p. 339-354.

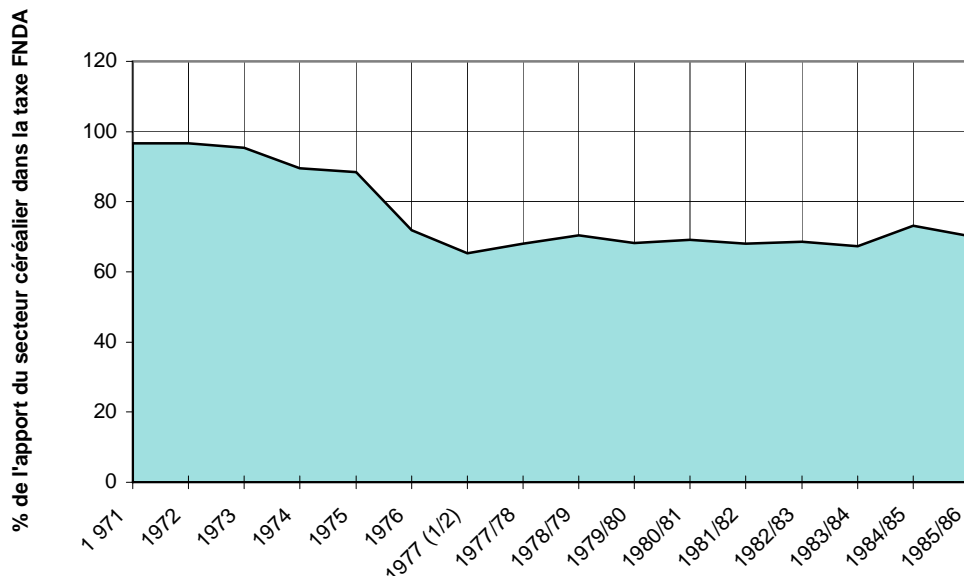
³ Les taxes « professionnelles » sont prélevées pour les actions économiques ou techniques contrôlées par les producteurs (il s'agit de la taxe statistique, qui deviendra la taxe pour le financement des actions du secteur céréalier (FASC) en 1982 et la taxe FNDA qui permet de financer les actions de développement à travers l'ANDA). Les taxes « sociales » sont destinées à des actions de caractère général et social. C'est notamment le cas des taxes du BAPSA (budget complémentaire pour la sécurité sociale des agriculteurs) et la taxe FAR qui vient alimenter le Fonds d'action rurale, dont les pouvoirs publics doublent la somme pour des actions à caractère social (IVD, mutations professionnelles,...).

⁴ « Compte-rendu des activités de l'AGPB de la campagne 1972-73 », in PAF n°131 de juin 1973.

⁵ Pour ce faire, la convention entre UNIGRAINS et les pouvoirs publics est revue en 1983.

⁶ Fonds national de développement agricole.

Part de l'apport des céréaliers dans le produit des taxes FNDA



Sources : Pesche (2000), graphique établi à partir de données financières de l'ANDA.

L'autre variable d'ajustement est la part du FNDA consacré aux activités céréalières. Depuis le milieu des années 1980 et, plus encore, depuis la récente réforme du mode de financement de l'ANDA en 1995, la proportion entre les sommes apportées par la taxe sur les céréales au FNDA et celle allouée à l'ITCF est en constante progression : de 10 à 12% dans les années 1980 à plus de 25% au début des années 1990. Cet indicateur – montant du produit de la taxe céréale/montant du FNDA alloué à l'ITCF – peut être considéré comme une sorte de « taux de retour » de la taxe céréale : il illustre bien le repli du secteur des céréales sur ses intérêts propres.

Des stratégies syndicales spécifiques des céréaliers

La stagnation du marché de l'alimentation animale, le développement des exportations céréalières et la multiplication des excédents dans différents secteurs agricoles ont entraîné une augmentation significative des coûts de la politique agricole. La pression pour une réforme de la PAC devient très forte au milieu des années 1980. Dans le secteur des céréales, la demande sur le marché mondial se contracte en 1982 et la Commission pratique une politique d'auto-limitation des exportations de 1983 à 1987¹. Le coût budgétaire croissant des politiques agricoles n'est pas l'apanage de la CEE. Les Etats-Unis rencontrent le même problème². En 1982, l'OCDE reçoit un mandat du conseil des ministres de la CEE pour

¹ J. MOULIAS, « L'exportation de céréales : une grande affaire mal traitée », in P. COULOMB et al., *op. cit.*, 1990, p. 124-127.

² Aux USA, « à partir de 1982, le retour de la pléthore mondiale, la hausse des taux d'intérêts et du dollar, qui entraîne une dépréciation des prix de la terre, se conjuguent et débouchent sur la plus grave crise agricole

faire un inventaire des mesures de soutien à l'agriculture dans ses pays membres¹. C'est le début d'une longue période de négociations pour la réforme des politiques agricoles qui connaîtra un point d'orgue en 1992 avec la nouvelle PAC et en 1993 avec la fin du cycle de l'Uruguay Round².

Dans ce contexte général, l'AGPB développe plus ouvertement une stratégie spécifique par rapport au syndicalisme général. L'organisation des céréaliers s'appuie sur la FNSEA quand cela lui est utile mais n'hésite pas à adopter une conduite spécifique quand ses intérêts la lui guident. Du point de vue de son activité syndicale, l'AGPB prend des initiatives qui donnent à sa politique une indéniable spécificité par rapport au syndicalisme général.

A travers une nouvelle politique de communication, l'AGPB assume pleinement la volonté de donner à voir le secteur céréalier comme un tout, homogène, puissant, qui puise dans ses résultats économiques et commerciaux la légitimité du soutien qu'il revendique de la part des pouvoirs publics. La politique de communication est en effet un bon reflet de ces mutations du syndicalisme spécialisé céréalier. L'AGPB souhaite donner une image positive et dynamique du secteur céréalier auprès de l'opinion publique française. Pour cela, différentes actions sont engagées : des actions de communication ponctuelles qui véhiculent un message simple à la grande presse ou à des destinataires spécifiques, et par ailleurs un travail de communication régulier en vue d'entretenir le niveau d'information et de perception des problèmes céréaliers par un public de décideurs. Cette option confère aux actions de communication une double finalité. D'un côté, l'AGPB s'efforce de faire porter par le maximum d'agriculteurs et d'organisations agricoles les analyses et les positions qu'elle développe sur les problèmes céréaliers – communication "interne" –. D'un autre côté, l'AGPB se préoccupe de véhiculer un message à l'attention de l'opinion publique non agricole – communication "externe" – avec un ciblage sur les "relais d'opinion" et le grand public.

Ces deux volets du travail de communication sont souvent étroitement imbriqués dans la mesure où la solidité du premier est une des garanties de l'efficacité du deuxième, qui, en donnant une image de force et de puissance du secteur céréalier, contribue à renforcer la communication et le sentiment, pour les producteurs de céréales, d'appartenir à un groupe dynamique et reconnu.

Depuis la fin des années 1950, le support de communication essentiel des céréaliers est le *Producteur agricole français (PAF)*. Le *PAF*, qui avait déjà réduit son tirage au début des années 1980, fusionne en juillet 1986 avec *Agri-sept* pour former le *Nouvel Agriculteur*. Début 1989, le *Nouvel Agriculteur* passe sous le contrôle du groupe Liaisons qui édite *Cultivar*. En mars 1991, le *Nouvel Agriculteur* suspend sa parution au profit de *Cultivar*³.

L'AGPB développe aussi un travail de communication plus ciblé vers ses relais et correspondants dans les départements et les différents organismes de la filière céréale. En 1988, l'AGPB lance *Blé Contact*, feuille mensuelle recto-verso, qui apporte des brèves sur la politique céréalière et le point de vue de l'AGPB. Elle est destinée à des parlementaires et

depuis les années trente », H. DELORME, « L'Uruguay Round : le coût de la compétitivité », in *Perspectives Agricoles*, n°153 de décembre 1990, p. 93-98.

¹ L. TUBIANA, « La France et l'organisation des marchés agricoles internationaux », in P. COULOMB et al., *op. cit.*, 1990, p. 140.

² A la différence des précédents cycles de négociations du GATT, celui qui débute en septembre 1986 se penche non seulement sur les politiques agricoles commerciales, mais aussi sur les politiques de soutien interne aux agricultures nationales. (H. GUYOMARD et L.P. MAHE, « La réforme de la PAC et les négociations du GATT : quelle compatibilité ? », in *Le Sélectionneur Français*, n°45, 1995, p. 3-30.

³ J. MARQUET, *op.cit.*, p. 111.

hauts fonctionnaires français et européens en charge directe ou indirecte de la politique agricole et céréalière. Elle est aussi envoyée à des personnes localement impliquées dans la gestion du secteur céréalière (président de coopératives céréalières, fédérations, centres de gestion, etc.). Mis en place en mars de la même année, un service minitel propose un ensemble d'informations aux producteurs de céréales.

En 1990, un quatre pages intitulé *AGPB Contact* est mis sur pied pour répondre principalement aux partenaires professionnels de l'AGPB : FDSEA, organismes stockeurs et presse agricole départementale¹. Tiré à environ 1000 exemplaires, *AGPB Contact* se veut avant tout un outil de communication interne au secteur céréalière. En diffusant régulièrement le point de vue et les analyses de l'AGPB, ce périodique contribue à faire exister un peu plus ce secteur céréalière par l'effet d'imposition d'analyse et de problématique qu'il a nécessairement.

Tout se passe comme si le syndicalisme céréalière s'affranchissait progressivement de ses obligations vis-à-vis du syndicalisme général en développant une stratégie d'action collective spécifique. Cette stratégie ne se place pas en opposition à celle du syndicalisme général mais plutôt à côté, ne négligeant pas l'effet de levier que peut jouer le fait de s'associer aux mobilisations plus larges du syndicalisme agricole. Cette évolution est confirmée par le désengagement progressif des céréalières du financement des actions de développement (voir ci-dessus) et les positions spécifiques qu'ils adoptent dans les négociations de la PAC.

Se compter pour compter

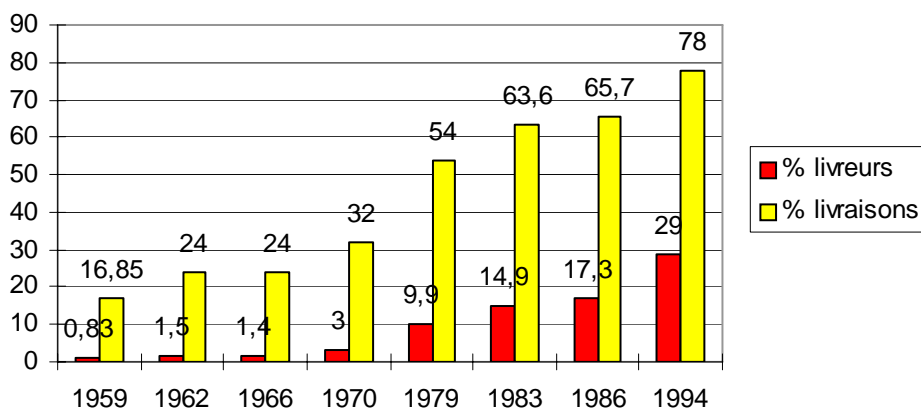
La question de la visibilité et de la communication vers le grand public pose la question délicate des frontières du groupe considéré. Compter et se compter prennent une importance croissante quand il s'agit de peser dans la vie économique et politique. Le nombre d'agriculteurs du groupe de référence d'une association spécialisée oscille entre le nombre total des agriculteurs directement concernés par le produit et celui plus restreint constitué par la partie des producteurs du produit concerné qui s'identifient réellement à l'association spécialisée. Pour l'AGPB, la question de son groupe de référence reste posée : qui représente-t-elle vraiment ? Au maximum tous les producteurs de blé et au minimum les céréalières activement engagées dans le fonctionnement de la filière blé et ayant des responsabilités à l'AGPB. L'information statistique ne peut qu'encadrer une estimation du groupe de référence des associations spécialisées. Elle détermine les intervalles à l'intérieur desquels, en fonction des enjeux, des tactiques et de la rhétorique syndicale, les responsables agricoles affirment défendre et représenter tel ou tel nombre de producteurs.

En 1993, si l'on dénombre l'ensemble des exploitations par type de production, on obtient le chiffre de 474 000 producteurs de céréales (Agreste, *Etude n°30*, 1994). Cette première numération peut être considérée comme donnant le nombre maximum de producteurs dont les associations spécialisées peuvent revendiquer la représentation. Un autre point de vue pour apprécier le nombre de producteurs qui peuvent se sentir concernés par l'action des associations spécialisées, consiste à privilégier le poids économique en prenant en compte la concentration de la production au sein de chaque secteur. En effet, l'hypothèse que l'on peut faire est que plus un agriculteur produit et commercialise en grande quantité un produit, plus il va se sentir concerné par l'organisation dont l'objectif est la défense de ce produit. Si on prend par exemple le cas du blé et que l'on s'intéresse aux livraisons de plus de 100 tonnes en 1994, on s'aperçoit que l'essentiel de la production (78 %) est le fait de moins d'un tiers

¹ Voir en annexe n°37 un exemplaire d'*AGPB contact*.

des producteurs de blé. L'évolution de ces chiffres depuis 1959 montre qu'il n'en a pas toujours été ainsi (voir graphie ci-dessous).

Evolution des livreurs et des livraisons de plus de 100 tonnes de blé entre 1959 et 1994



Source : Pesche (2000), graphique établi à partir des statistiques annuelles de l'ONIC

En trois décennies, la production de blé s'est concentrée sur de plus grosses structures. L'influence des livreurs de plus de 100 tonnes se fait sentir avec plus de poids aujourd'hui qu'il y a trente ans. Si l'on regarde plus précisément la structure des livraisons de blé en 1993-1994, on distingue nettement des classes de livraisons structurellement très différentes : une large fraction des livreurs de blé tendre (58 %) sont des petits livreurs – moins de 50 tonnes – : ils ne livrent que 12 % des quantités livrées. La majeure partie des livraisons est le fait des moyens livreurs – entre 50 et 200 tonnes – mais surtout des livreurs de plus de 200 tonnes qui représentent moins de 13 % des producteurs mais 55% des livraisons (Chiffres ONIC).

Une autre approche pour tenter de cerner le groupe de référence sur lequel s'appuie une association spécialisée, peut être de repérer les catégories qu'introduit la mise en œuvre des politiques agricoles. Depuis la mise en place de la nouvelle PAC en 1993, deux régimes existent pour la réglementation du gel et des primes : le régime simplifié et le régime général. Le régime simplifié s'adresse aux petits producteurs qui sont en deçà du seuil de 92 tonnes "toutes céréales", équivalent à la surface théorique qui serait nécessaire pour produire cette quantité avec le rendement de référence départemental. Le régime général institue une limite entre les petits et ceux que l'on considère comme les "vrais" producteurs¹.

Enfin, le discours syndical lui-même avance parfois aussi des chiffres qui, même s'ils doivent

¹ « Sur les 544 278 dossiers de prime à l'hectare déposés à l'ONIC par les producteurs de grandes cultures, 183 500 sont au régime général (les céréaliers professionnels) et 360 778 ont opté pour le régime simplifié (c'est à dire ceux qui sont déclarés comme petits producteurs) » in AGRA France n°2433 du samedi 16 octobre 1993, souligné par nous. Les « céréaliers professionnels » représentent donc, selon ce critère, 33,7 % de l'ensemble des producteurs de céréales.

être considérés comme des artifices de rhétorique, n'en constituent pas moins un tracé des frontières revendiquées du groupe de référence. En 1984, Philippe Neeser, Président de l'AGPB, évoque dans un éditorial du Producteur Agricole Français les « 350 000 agriculteurs français qui assurent 75 % de la production commercialisée » en laissant sous entendre que ce sont eux qui constituent une « agriculture digne de ce nom » et qui doivent, de ce fait, bénéficier d'une politique agricole adaptée (fiscalité, modernisation,...). Les autres relèvent plus d'une « politique sociale » dans « l'intérêt bien compris du pays qui est de maintenir une population rurale minimale en grande partie agricole »¹. Trois ans après, son successeur, Henri de Benoist revendique pour son association le soutien de 500 000 producteurs de céréales dans un publi-reportage inséré dans le *Nouvel Economiste*². On voit bien la mouvance des frontières du groupe de référence que revendiquent les associations spécialisées : tantôt très large quand il s'agit de montrer sa puissance, tantôt plus ramassé quand il s'agit d'affirmer une identité professionnelle spécifique et définir un groupe cible pour les politiques agricoles.

En définitive, le dénombrement des agriculteurs représentés par les associations spécialisées est une opération éminemment politique et sensible. La définition du groupe de référence de ces organisations constitue un enjeu de poids dans la lutte pour la production et l'imposition d'un modèle légitime d'agriculture : cette lutte devient de plus en plus vive à mesure que décroît le nombre global d'agriculteurs³.

Recompositions autour des grandes cultures

Quelles sont les évolutions en cours au sein du syndicalisme agricole majoritaire en France ? Comment se positionnent les associations spécialisées ? Un éclatement de la FNSEA est-il possible ? Il ne s'agit pas ici de faire de la prospective mais l'analyse des évolutions récentes peut aider à imaginer l'avenir et à identifier ce qui pourrait constituer des pistes pour de futures recherches.

Un trait marquant des années 1980-1990 est sans doute la très forte restructuration de l'agriculture, sous la pression des mesures de politiques agricoles visant l'accroissement de la compétitivité de l'agriculture. Dans tous les secteurs de l'agriculture, le phénomène s'observe avec plus ou moins d'intensité. Il peut se décomposer en deux aspects : la concentration de la production et la spécialisation. La concentration de la production est un phénomène global⁴ mais que l'on retrouve, à des degrés divers, pour chaque type de produit agricole. De la même façon, le processus de spécialisation concerne à la fois les exploitations agricoles mais aussi les petites régions. La combinaison de ces deux processus entraîne l'usage de plus en plus fréquent de la notion de bassin qui a parfois tendance à remplacer celle de terroir⁵. Ce glissement sémantique est révélateur de la prédominance des aspects économiques sur les évolutions et les réalités agricoles : le bassin est structuré par son aval, par le haut, par le marché, alors que le terroir évoque plutôt les racines, une référence à des

¹ PAF n°361 de décembre 1984.

² AGPB, *Le défi céréalier*, 1987.

³ Il n'est pas anodin que le premier chapitre du dernier *Que-sais-je ?* consacré aux agriculteurs s'intitule *Combien sont-ils ?* et évoque le « séisme démographique » qui frappe le monde agricole (B. HERVIEU, *Les agriculteurs*, PUF Que sais-je ?, 1996).

⁴ En 1993, 180 000 exploitation occupent les 2/3 de la SAU (B. HERVIEU, *op. cit.*, p. 24). 20 % des plus grosses exploitations réalisent 60 % du chiffre d'affaire de l'agriculture (L. BOURGEOIS, *Politiques agricoles*, Flammarion, 1993, p. 34).

⁵ B. HERVIEU, *op. cit.*, p. 32.

valeurs ancrées, sur lesquelles on se base et à partir desquelles on peut se construire.

En réintroduisant le territoire dans la logique de mise en œuvre de la politique agricole, la réforme de la PAC accentue, depuis 1992, cette nouvelle facette du rapport à la terre : les droits à produire pour le lait et les modes de calcul des indemnités par hectare pour les grandes cultures redonnent au sol une place dans la gestion d'un secteur de production donné. Le passage du terroir au bassin¹ de production signe cependant une modification profonde dans la nature de l'ancrage territorial : longtemps socle des valeurs, fondement de l'identité des organisations agricoles, l'idée de terroir est maintenant remplacée par la notion de bassin, l'endroit d'où les produits partent, s'écoulent vers l'aval, dans une logique de marché porteuse de ses propres valeurs. Alors qu'il constituait le fondement des valeurs agrariennes, le territoire est devenu une ressource mobilisable parmi d'autres dans les stratégies de défense des intérêts spécifiques.

L'exemple du porc illustre bien cette mutation : la production porcine s'est très fortement concentrée dans quelques petites régions de Bretagne, si bien qu'actuellement, la représentation politique traditionnelle, de droite comme de gauche, ne peut que soutenir ce secteur, devenu un pilier incontournable de la vie économique locale. Produit de l'hyper-spécialisation, cette territorialisation de la représentation des intérêts est toutefois d'une autre nature que celle qui, sous la III^e ou la IV^e République, liait le député à son terroir. Le fait que les producteurs de porcs bretons utilisent la Maison de la Bretagne à Bruxelles pour faire passer leurs revendications ne doit pas faire illusion quant à l'éclectisme de leurs stratégies de pression.

Au sein de la FNSEA, la tendance générale qui s'observe est un rapprochement des différentes filières dans les régions de grandes cultures. Ce rapprochement se matérialise par plusieurs processus : les recompositions du secteur coopératif, les mouvements de personnel entre associations spécialisées de grandes cultures et FNSEA et enfin des prises de positions communes de plus en plus fréquentes entre les associations spécialisées de grandes cultures. La recomposition du secteur coopératif combine de plus en plus souvent l'activité céréalière avec celle des oléo-protéagineux. A la fin des années 1980, la fusion des unions de coopératives céréalières (UNCAC et UGCAF) dans SIGMA se fait avec la participation de la filière des oléo-protéagineux à travers SOFIPROTEOL. En novembre 1992, la Fédération française des coopératives agricoles de céréales (FFCAT) s'élargit aux oléo-protéagineux². De la même façon, les producteurs de plantes à protéines, rassemblés depuis 1974 dans l'Association française des producteurs de plantes à protéines (AFPP), se regroupent avec les producteurs d'oléagineux (AGPO) pour créer la FOP (Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux) en 1990 sous la houlette de leur président, Jean-Claude Sabin.

L'autre indicateur de ce rapprochement est le mouvement des cadres salariés entre associations spécialisées de grandes cultures et la "porosité institutionnelle" avec la FNSEA. Georges-Pierre Malpel, directeur général de la FNSEA depuis 1989, devient délégué général du groupe "Céréaliers de France"³ en juillet 1993 : « la nomination de M. Malpel pourrait faciliter certains rapprochements ultérieurs d'organisations agricoles, dans le secteur des grandes cultures. On remarquera notamment l'arrivée d'une nouvelle équipe dirigeante chez les planteurs de betteraves à la CGB où le président Ducroquet ne fait pas mystère de son souhait d'une convergence céréalo-betteravière qui mettrait fin à une traditionnelle paix armée entre ces deux

¹ B.HERVIEU, *Les agriculteurs*, PUF, Que sais-je ?, 1996, p. 32.

² *AGRA France* n°2385 du 14 novembre 1992.

³ Le groupe Céréaliers de France regroupe dans une même entité l'AGPB, l'ITCF et Unigrains.

secteurs »¹. M. Jeanroy, ancien directeur de l'AGPM, devient directeur de la CGB en 1992. Olivier de Gasquet, l'actuel directeur de la FOP, vient lui aussi de la FNSEA.

Le troisième indicateur de ce rapprochement entre les associations spécialisées de grandes cultures se manifeste par les prises de positions communes plus fréquentes. Les tensions entre les tenants d'une agriculture compétitive et ceux d'une agriculture intégrant des préoccupations d'aménagement du territoire s'expriment de plus en plus clairement au sein de la FNSEA. En 1993, lors d'un conseil national, « la FNSEA a toutefois réussi à maintenir l'unité au prix de quelques échanges parfois rugueux. Car il faut bien que coexistent ceux qui sont plus enclins à la protection aux frontières avec ceux, comme les céréaliers, qui misent avant tout sur le maintien des capacités à l'exportation »². En 1994, à la veille du congrès de la FNSEA, les quatre associations spécialisées de grandes cultures (AGPB, CGB, AGPM et FOP) élaborent un texte commun de contribution au rapport d'orientation. Ce texte réaffirme la priorité pour une voie économique de l'agriculture face à une ligne Lapie-Tesseydou qui défend une politique de redistribution des aides publiques à l'agriculture en faisant de l'aménagement du territoire un axe majeur de la politique agricole³. Les différentes positions sont alors claires et les associations spécialisées de grandes cultures occupent le devant de la tendance économique et entrepreneuriale de l'agriculture. Mais les vives tensions issues de l'après-GATT n'ont pas amené d'éclatement syndical⁴.

En 1995, un autre rapport commun de trois associations spécialisées de grandes cultures (AGPB, AGPM et FOP) réaffirment la position spécifique de ces organisations sur la question de la valeur ajoutée agricole. En prônant la réduction des charges de mécanisation et la poursuite de l'agrandissement des structures d'exploitations, les associations spécialisées de grandes cultures ne changent pas de cap⁵. La concentration et l'approche économique restent les bases de leur discours. La récente création en 2006 de l'Union des grandes cultures, baptisée Orama, confirme ces tendances amorcées depuis plus d'une décennie.

¹ *AGRA France* n°2398 du 13 février 1993.

² *AGRA France* n°2428 du 11 septembre 1993.

³ *AGRA France* n°2454 du 12 mars 1994. Voir aussi en annexe n°47 un article du Monde sur le congrès de la FNSEA de 1996.

⁴ Evoquant le Congrès de Tours de la FNSEA de mars 1994, l'éditorialiste d'*AGRA France* souligne l'influence croissante des logiques verticales : « des filières qui ont empêché, au congrès, les dérives des tables de la loi syndicales et qui savent que l'après-GATT émiette inéluctablement à leur profit les prérogatives de la FNSEA » (*AGRA France* n°2456 du 26 mars 1994). Plus de dix ans après, les récentes élections aux Chambres d'agriculture en février 2007 démontrent la capacité du syndicalisme général à préserver ses positions malgré de vives tensions internes.

⁵ *AGRA Presse* n°2506 du 13 mars 1995.

Conclusion

Concevoir l'exploitation agricole comme une entreprise revient, en quelque sorte, à condenser en une même notion les deux formes de légitimité, technique et économique, qui ont fondé la puissance de l'AGPB. Dès sa création, l'AGPB et les grands cultivateurs du Bassin parisien développent des formes d'analyse et de mise en forme de leurs problèmes qui valorisent une vision "entrepreneuriale" de l'exploitation agricole. C'est surtout après 1945, avec les CETA, puis avec les centres de gestion, que cette vision de l'entreprise agricole commence à constituer un pôle de référence dans les discours des dirigeants agricoles dans leur grande majorité.

Cette image de l'entreprise agricole, reprise plus tard dans le discours des jeunes syndicalistes et dans les lois d'orientations de 1962, devient une catégorie "idéale". Au début des années 1960, le discours du CNJA propose un nouveau découpage de la réalité sociale agricole. A la dualité grands exploitants modernes-petits agriculteurs traditionnels, il substitue une vision de l'agriculture basée sur trois catégories : les grands, qui n'ont pas besoin de l'Etat, ceux situés en position intermédiaire, au seuil de la modernisation, et ceux qui sont exclus du progrès¹. Plus qu'un simple artifice politique, ce message trace les contours d'un groupe, celui des agriculteurs "modernisables", dont le syndicalisme des jeunes agriculteurs se veut alors le porte-parole. Cette catégorisation pose le groupe des grandes exploitations comme le groupe de tête, celui que l'on cherche, sans toujours le dire, à imiter. L'image de l'entreprise agricole est alors une image "intégratrice", qui laisse entrevoir que ceux qui ne sont pas encore des entrepreneurs pourront un jour le devenir à force d'amélioration technique et d'investissements. Les associations spécialisées contribuent alors pleinement à cette rhétorique dont la force provient en partie de sa synergie avec le référentiel modernisateur de la période gaullienne. La courbe de diffusion du *Producteur Agricole Français*, journal de l'AGPB, ne suit-elle pas ce processus ? Les années de plus large diffusion (1966-1975) correspondent à la période intégratrice de la notion d'entreprise agricole, alors que la baisse de sa diffusion, puis sa disparition (1986) marquent l'entrée dans la période où l'entreprise agricole devient un marqueur identitaire, séparant ceux qui peuvent légitimement prétendre aux soutiens des politiques agricoles de ceux qui relèvent d'une politique sociale ou d'aménagement du territoire.

Pendant les années 1960-1970, la logique dominante de représentation des intérêts agricoles évolue : alors que le syndicalisme agricole était l'émanation d'un groupe social – la paysannerie –, il devient progressivement celle d'un groupe professionnel – les exploitants agricoles, les entrepreneurs –. En passant d'une logique identitaire, basée sur l'appartenance à un groupe et à un terroir, à une autre basée sur la pratique d'un métier, le syndicalisme agricole des années 1960-1970 consacre la forme principale de légitimité sur laquelle les associations spécialisées ont fondé leur développement dès les années 1930, puis après la Libération. En valorisant l'activité professionnelle dans la représentation des intérêts, le syndicalisme agricole isole le traitement des questions agricoles de l'avenir des zones rurales. Cette dissociation s'appuie sur la volonté de voir en l'agriculture une branche économique comme les autres.

Le sens véhiculé par l'image de l'entreprise agricole se transforme dans les années 1980-1990. La crise des politiques agricoles et la concentration des structures de productions font que cette image devient excluante. La vision duale de l'agriculture véhiculée par la nouvelle

¹ Michel GERVAIS et al., *Histoire de la France rurale*, Tome 4, Seuil, 1976, p. 485.

PAC achève d'inverser les données : il y a désormais ceux qui sont des entrepreneurs agricoles et ceux qui ne le sont pas et ne pourront jamais l'être. Les associations spécialisées s'identifient clairement comme soutien des entrepreneurs agricoles, rejetant dans la sphère du social et de l'aménagement du territoire toutes les positions qui les éloigneraient de leur identification à la logique d'entreprise.

Le modèle de l'entreprise agricole est en phase avec le référentiel dominant que constitue la notion de marché qui s'est imposé depuis les années 1980¹. Les indicateurs économiques classiques, tel le chiffre d'affaires, deviennent les nouveaux critères pour établir des catégories d'exploitations, renforçant ainsi le rôle discriminant du modèle de l'entreprise agricole : il y a ceux qui font du chiffre, qui comptent, et les autres.

Cette identification reste pourtant en partie mythique, puisque les grands agriculteurs continuent régulièrement à réclamer l'égalité de traitement et de conditions avec les entreprises des autres branches de l'économie. Il est étonnant de constater, près de 70 ans après la création des premières associations spécialisées, la permanence de ce discours du plus pur corporatisme économique : « *Les exploitations agricoles sont loin de bénéficier de conditions juridiques et fiscales équivalentes aux autres entreprises, ce qui ne leur permet pas d'accéder au capital ou de maîtriser leurs charges aussi aisément qu'il le faudrait* »². Par ailleurs, même si le discours des associations spécialisées tend parfois à démontrer le contraire, les valeurs liées à la notion d'entreprise et au référentiel de marché sont loin d'être partagées par la majorité des agriculteurs : une enquête sur l'univers idéologique des agriculteurs montre, par exemple, que la notion de profit suscite des réactions très diverses, et que seulement 30 % d'entre eux se définissent comme des chefs d'entreprises³.

La société rurale s'est en grande partie dissociée de l'activité agricole avec laquelle elle s'est longtemps confondue : les agriculteurs sont aujourd'hui largement minoritaires dans les espaces à dominante rurale où ils ne représentent plus que 10 % de la population active⁴. La baisse drastique du nombre d'agriculteurs dans la société française a considérablement modifié les modes de représentation et de défense de leurs intérêts, mais ils continuent, par leur poids électoral, à jouer un rôle non négligeable dans le jeu politique français. A l'image du champ politique, le recours à l'opinion publique est aujourd'hui devenu une ressource importante de l'action syndicale⁵. On a montré comment les associations spécialisées avaient fortement contribué à cette transformation de la nature de l'action syndicale, en particulier au moment des négociations du GATT et de la réforme de la PAC, à la fin des années 1980. C'est d'ailleurs autour du rapport au rural que se manifestent le plus clairement certaines lignes de fractures actuelles au sein du syndicalisme majoritaire, comme d'ailleurs entre celui-ci et la gauche paysanne.

Précurseurs de la vision entrepreneuriale de l'agriculture, les associations spécialisées apparaissent aujourd'hui comme les organisations les mieux placées pour défendre et représenter le petit groupe d'agriculteur qui produit la majeure partie de la production

¹ P. MULLER, « Les politiques publiques comme construction d'un rapport au monde », in A. FAURE, G. POLLET, P. WARIN dir., *op. cit.*, p. 178. Voir aussi B. JOBERT dir., *Le tournant néo-libéral en Europe*, L'Harmattan : Logiques Politiques, 1994. L. BOURGEOIS et F. COLSON identifient bien le changement de stratégie économique française en 1983 et ses conséquences pour l'agriculture (L. BOURGEOIS et F. COLSON, « Les exploitations agricoles françaises face aux mutations économiques de la décennie 80 », Projet de note à présenter à l'Académie d'Agriculture - séance du 17 juin 1992).

² Extrait d'un article de Dominique Ducroquet, président de la CGB, *Agra Presse* n°2532 du 2 octobre 1995.

³ BOY, in *Cahiers du CEVIPOF* n°12, 1995, p. 32-34.

⁴ INSEE, *Les campagnes et leurs villes : contours et caractères*, INSEE et INRA, 1998.

⁵ P. CHAMPAGNE, *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Editions de Minuit, 1990, pp. 83-86.

agricole française. Tout l'argumentaire régulièrement mobilisé par ces organisations pour défendre leurs positions repose sur leur attachement à cette vision de l'entreprise qui, pour certaines d'entre elles, va jusqu'à chercher des rapprochements avec le CNPF. Le paradoxe fondamental de cette situation réside dans le fait que ce fonctionnement d'entreprise, où la rentabilité du capital investi sert d'indicateur central, repose sur la possibilité de mobiliser, de manière régulière et massive, des aides publiques sous différentes formes.

Mais l'érosion démographique des agriculteurs, renforcée par la forte concentration de la production, réduit à quelques dizaines de milliers le nombre d'exploitants agricoles réellement mobilisés derrière les associations spécialisées. Conscients de cette faiblesse numérique, donc politique, les associations spécialisées de grandes cultures ne peuvent pas s'affranchir complètement du syndicalisme agricole général qui leur garantit un certain poids social aux yeux de l'opinion publique. En jouant sur plusieurs tableaux, à la fois entrepreneurs mais quand même paysans, à la fois acteurs économiques mais aussi valorisant un territoire, à la fois groupes d'intérêt mais aussi inscrivant leur action dans les revendications plus globales de la FNSEA, les associations spécialisées utilisent une mosaïque de registres différents et parfois contradictoires. Ce miroitement n'est-il pas au principe de l'illusion, vigoureusement entretenue depuis plus d'un demi-siècle, de la conception entrepreneuriale de l'activité agricole dont l'existence même, finalement, repose sur la capacité à drainer durablement des aides publiques ?

Bibliographie

- AGPB, (*sans titre*) : *Brochure de présentation*, 1925, 8 p.
- AGPB, *Livre d'or du cinquantenaire AGPB : 1924-74*, Paris : AGPB, 1974.
- AUGE LARIBE (Michel), *La Politique agricole de la France de 1880 à 1940*, Paris : PUF, 1950, 485 p.
- BARRAL (Pierre), *Les Agrariens français*, Paris : Presses de la FNSP, 1968, 386 p.
- BERGER (Suzanne), *Les Paysans contre la politique*, Paris : Seuil, 1975, 335 p.
- BOLTANSKI (Luc), *Les Cadres : la formation d'un groupe social*, Paris : Editions de Minuit, 1982, 523 p.
- BOMEL (Philippe), *Organisation et politique d'une puissance économique : l'AGPB*, Nice, Thèse complémentaire de sciences économiques, 1976.
- BOURDIEU (Pierre), " La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique ", in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°36/37 de février-mars 1981, p. 3-24.
- BOURDIEU (Pierre), " La délégation et le fétichisme politique ", in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°52/53 de juin 1984, 7 p.
- BOURGEOIS (Lucien), *Politiques agricoles*, Paris : Flammarion (Dominos), 1993, 126 p.
- BOURGEOIS (Lucien) et COLSON (François), " Les exploitations agricoles françaises face aux mutations économiques de la décennie 80 ", *Projet de note à présenter à l'Académie d'Agriculture* - séance du 17 juin 1992, 21 p.
- BRESSON (M. de), *L'Office du blé*, Paris : Thèse de droit, 1937.
- CHAMPAGNE (Patrick), *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Paris : Editions de Minuit, 1990, 311 p.
- COULOMB (Pierre), " Les étapes du développement français : modèles sociopolitiques et formes de modernisation ", in *Pour*, septembre 1992, 9 p.
- COULOMB (Pierre), *De la Terre à l'Etat : éléments pour un cours de politique agricole : volume 1*, Montpellier : CIHEAM-IAM, novembre 1993, 61 p. plus annexes.
- COULOMB (Pierre), NALLET (Henri) et SERVOLIN (Claude), *Recherches sur l'élaboration de la*

- politique agricole*, Paris : INRA, 1977.
- COULOMB (Pierre) et NALLET (Henri), *Le Syndicalisme agricole et la création du paysan modèle*, Paris : INRA/CORDES, 1980, 88 p.
- COULOMB (Pierre), DELORME (Hélène), HERVIEU (Bertrand), JOLLIVET (Marcel) et LACOMBE (Philippe) dir., *Les Agriculteurs et la politique*, Paris : Presses de la FNSP, 1990, 594 p.
- DELORME (Hélène), " L'Uruguay Round : le coût de la compétitivité ", in *Perspectives Agricoles*, n°153 de décembre 1990, p. 93-98.
- EVENO (Patrick), AGPB. 75 ans d'histoire du blé, Paris : Albin Michel, 1999.
- FAURE (Alain), POLLET (Gilles) et WARIN (Philippe), *La Construction du sens dans les politiques publiques : débats autour de la notion de référentiel*, Paris : L'Harmattan (Logiques Politiques), 1995, 189 p.
- FAUVET (Jean) et MENDRAS (Henri) dir., *Les Paysans et la politique de la France contemporaine*, Paris : Armand Colin, 1958, 532 p.
- FERNAGUT (Bernard), *Le Redressement agricole par l'association professionnelle : l'exemple des producteurs de blé*, Paris : Pédone, 1932.
- GERVAIS (Michel) et al., *Histoire de la France rurale*, Tome 4, Paris : Seuil, 1976, 667 p.
- GUYOMARD (Hervé) et MAHE (Louis Pascal), 1995, " La réforme de la PAC et les négociations du GATT : quelle compatibilité ? ", in *Le Sélectionneur Français*, n°45, p. 3-30.
- HERVIEU (Bertrand), *Les Agriculteurs*, Paris : PUF (Que sais-je ?), 1996, 128 p.
- JOBERT (Bruno) dir., *Le Tournant néo-libéral en Europe*, Paris : L'Harmattan (Logiques Politiques), 1994, 328 p.
- JOBERT (Bruno) et MULLER (Pierre), *L'Etat en action*, Paris : PUF, 1987.
- LAGROYE (Jacques), *Sociologie politique*, Paris : Presses de la FNSP et Dalloz, 1991.
- LEROY (Louis), *Les Paysans et l'office du blé*, Paris : Flammarion, 1939, 83 p.
- MARESCA (Sylvain), *Les Dirigeants paysans*, Paris : Editions de Minuit, 1983, 294 p.
- MARLOIE (Marcel), *La Politique de l'AGPB*, Paris : INRA (document de travail), 1974, 197 p.
- MARQUET (Jeanine), *Les Céréaliers français et l'Europe : l'histoire d'une ambition*, Paris : Economica, 1991, 168 p.
- MULLER (Pierre), " Entre le local et l'Europe : la crise du modèle français de politique publique ", in *Revue française de sciences politiques*, volume 42, n°2, avril 1992, 23 p.
- OFFERLE (Michel), *Sociologie des groupes d'intérêts*, Paris : Montchrestien EJA, 1994, 157 p.
- PESCHE (Denis), *Le syndicalisme agricole spécialisé en France : entre la spécificité des intérêts et le besoin d'alliance*, Paris : L'Harmattan, 2000, 368 p.
- PISANI (Edgard), *Persiste et signe*, Paris : Editions Odile Jacob, 1992, 479 p.
- RIDEAU (J.) et al., *La France et les communautés européennes*, Paris : LGDJ, 1975, 624 p.
- ROUSSILLON (Henri), *L'Association générale des producteurs de blé*, Paris : Presses de la FNSP, 1970, 172 p.
- ROSANVALLON (Pierre), *La Question syndicale*, Paris : Calmann-Lévy (Hachette Pluriel), 1988, 273 p.
- ROSANVALLON (Pierre), *L'Etat en France de 1789 à nos jours*, Paris : Seuil (Collection Points Histoire), 1990, 369 p.
- TAVERNIER (Yves) et al., *L'univers politique des paysans*, Paris : Presses de la FNSP, 1972, 651 p.
- UNSA, *Syndicats paysans : Congrès syndical paysan*, Caen, mai 1937, 142 p.